



# De l'autre côté de l'UE- Nouvelles Agro-agri de Roumanie

*Agriculture et agroalimentaire*

*Cette deuxième lettre agro vous propose un retour sur les principales informations agri-agro pour la Roumanie sur le premier semestre 2018. Elle a pour objectif de faire le suivi des évolutions du secteur aussi bien dans le domaine de la politique agricole, des politiques alimentaires et sanitaires que des informations sectorielles et principaux investissements.*

*N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et suggestions !*

## Table des matières

<b>1. Politique agricole nationale Roumaine et PAC .....</b>	<b>5</b>
Février 2018 – Première tournée européenne du ministre de l'agriculture Petre Daea pour préparer la présidence roumaine du conseil de l'UE .....	5
Février 2018 – Pression sur un investisseur français sur fond de bataille entre syndicats agricoles .	5
Février 2018 - IFIs : étude d'un prêt de la BEI de 335 M EUR pour cofinancer des projets dans le secteur environnemental et agricole .....	5
Février 2018 - De l'argent de Budapest pour les agriculteurs de Transylvanie .....	6
Février 2018 - Projet de loi pour les estives de montagne – 7 M€ .....	6
Février 2018 - Ouverture et premiers paiements des mesures de bien-être animal – porcin et filière avicole pour 94,90 M€.....	6
Mars 2018 - La députée européenne roumaine Gabriela Zoana, élue vice-présidente de la commission de l'agriculture du Parlement européen.....	6
Mars 2018 - Position des représentants professionnels agricoles des pays du groupe de Visegrad .	6
Mars 2018 - Les éleveurs de bovins viande roumains ont rendu leur avis sur la PAC : ils sont pour le plafonnement.....	7
Mars 2018 - D'après le Ministre de l'agriculture Petre Daea, la Roumanie devrait atteindre cette année 50% de taux d'absorption des fonds européens le développement rural.....	7
Mars 2018 - L'agence de paiement en charge du second pilier de la PAC annonce avoir conclu plus de 2100 contrats pour une valeur de 47,86M€ dans le secteur apicole.....	7
Mars 2018 - MADR : des fonds européens de plus 2,6 Mds € pour les agriculteurs sur les mesures agro-climatiques.....	7
Mars 2018 - Le fonds de garantie des crédits pour les PME lance un produit pilote pour le développement rural.....	8



Avril 2018 - Présentation de la position officielle roumaine lors d'une semaine chargée en séminaires sur la PAC .....	8
Avril 2018 - Eurostat: les terres arables les moins chères de l'Union européenne en 2016 en Roumanie .....	9
Juin 2018 - Agriculture: La production végétale a augmenté pour toutes les cultures en 2017 par rapport à 2016.....	9
Mai 2018 - Le président roumain soutient la PAC dans le cadre de l'exercice financier européen .	10
Mai 2018 - Les agriculteurs du secteur végétal demandent au Ministre de soutenir le budget de la PAC sans réduction.....	10
Mai 2018 - La première ministre s'exprime sur l'agriculture et le cadre financier pluriannuel .....	11
Mai 2018 - Plus de 5000 éleveurs et 188 fournisseurs ont été enregistrés dans le cadre du programme national de soutien aux races locales de porc Bazna et Mangalita .....	12
Mai 2018 - Plus d'1,5 Md€ sollicités par les agriculteurs roumains pour les investissements dans les exploitations agricoles.....	12
Mai 2018 - Un berger roumain parmi les plaignants contre l'UE pour la lutte le changement climatique.....	12
Mai 2018 - Foncier agricole : la réforme de la loi sur l'achat des terres adoptée au sénat alors que l'état n'a pas mobilisé son droit de préemption sur l'achat de terres agricoles depuis la réforme de 2014 qui a ouvert les possibilités d'achats de terres aux étrangers.....	12
Mai 2018 - Lancement d'un portail unique pour les soutiens agricoles et de développement rural	13
Juin 2018 - Agriculture: Ministre Daea: Nous avons consommé plus de 5,5 milliards d'euros en un an et demi des fonds européens.....	14
Juin 2018 - La part des surfaces cultivées en agriculture biologique environ 5 fois moins élevées en Roumanie que dans le reste de l'Union européenne.....	14
<b>2. Politique alimentaire et sanitaire.....</b>	<b>14</b>
Février 2018 : Agriculture: Jusqu'à 59 369 tonnes de tomates importées par la Roumanie en septembre 2017, tandis que les exportations diminuent .....	14
Février 2018 : Le syndicat de l'industrie alimentaire met en garde: du fait de la dépréciation du RON, on attend une augmentation du prix des aliments de 6 à 8 % .....	14
Mars 2018 - Lidl investit 100 millions d'euros en Roumanie .....	15
Mars 2018 - Commerce: Le marché des services alimentaires en Roumanie a dépassé 7,2 milliards de RON (1,6Md €) en 2017.....	15
Mars 2018 - Enquête: Plus de 80% des Roumains font leurs courses dans les hypermarchés.....	15
Mars 2018 - Eurostat: Le marché de la consommation roumaine atteint un niveau record de 114 Mds€ en 2017 en raison des augmentations de salaire.....	16
Avril 2018 - Agriculture: la plupart des Roumains préfèrent les vins rouges secs et les choisissent selon le domaine .....	16
Mai 2018 - Sanitaire : des bactéries trouvées sur 6 650 plants de vignes en provenance d'Italie ...	16



Mai 2018 - Premier transfert d'embryon bovin réussi en Roumanie dans la station de recherche Dancu.....	16
Mai 2018 - Sanitaire : blocages de 1100 tonnes de pomme de terre originaire d'Egypte suite à la détection de la bactérie <i>Ralstonia solanacearum</i> (pourriture brune) .....	17
Mai 2018 - Le ministre de l'agriculture roumain a déclaré que la Roumanie faisait partie des pays avec les cultures les plus propres du fait d'un niveau de traitement réduit .....	17
Mai 2018 - Carrefour voit 11% de la croissance des ventes en Roumanie au premier trimestre ....	17
Mai 2018 - Augmentation de l'intérêt des Roumains pour une alimentation saine: le marché des produits éco pour les enfants se développe .....	17
Mai 2018 - Lactalis n'utilisera plus la marque de beurre LaDorna pendant neuf ans .....	18
Juin 2018 – Le fromage « Telemea de Sibiu », le cinquième produit roumain reconnu par une appellation protégée.....	18
Juin 2018 - Deux nouveaux foyers déclarés de peste porcine sur des sangliers en Roumanie aux frontières hongroise et ukrainienne .....	18
Juin 2018 - Kaufland Roumanie affiche 2,2 Mds € de chiffre d'affaires pour 2017 et reste leader du marché de détail local .....	18
Juin 2018 - Le chiffre d'affaires des dix premiers détaillants en hausse de 11% en 2017; les bénéficiaires nets grimpent 19 %.....	19
<b>3. Actualités des filières et investissements .....</b>	<b>19</b>
Février 2018 : Le prix des terres agricoles en Roumanie en forte augmentation : variations entre départements de 2500 à 10 000€ par hectare.....	19
Février 2018 : La Roumanie, 10ème parmi les pays de l'UE avec la plus grande part des énergies renouvelables en 2016.....	20
Février 2018 : Rachat du producteur de glace Betty ice par la filiale Unilever Europe Sud Centrale	20
Février 2018 : Nouveau président pour l'union des producteurs de bière de Roumanie .....	20
Février 2018 : Attaques de loups et d'ours dans les élevages et villages du fait d'un hiver plus chaud.....	21
Février 2018 : Fermeture de la sucrerie d'Oradea .....	21
Février 2018 : Bio économie : recherche de valorisation de la laine de mouton .....	21
Février 2018 : Étude: Le marché du chocolat en Roumanie pourrait dépasser 5 milliards de RON (soit ~ 1,1 Md €) en 2018 .....	21
Février 2018 : Le groupe américain Food Machinery corporation dont le Chiffre d'affaire annuel est de 3 Mds \$ a ouvert une filiale en Roumanie.....	22
Février 2018 : L'Ambassade de France à Bucarest a réalisé la quatrième édition de la fête "Gout de France / Good France .....	22
Mars 2018 - Possible reprise de la plus grande exploitation de Roumanie (et de l'Union européenne ?) .....	22
Mars 2018 - Grands projets : octroi d'un financement de 1,3 Md EUR sur fonds européens pour moderniser le corridor ferroviaire Curtici-Constanta .....	23



Mars 2018 - Agriculture: Les coopératives UNCAPI font état d'un chiffre d'affaires annuel de 40 millions d'euros par an dans la plupart des branches agricoles importantes.....	23
Mars 2018 - Le solde commercial bilatéral agri-agro hors agrofournitures a bondit en 2017 à 50 M EUR (+ 207% par rapport à 2016).....	23
Mars 2018 - Ouverture d'un marché d'exportation vers l'Afrique du Sud pour la laine de mouton et de mohair roumaine.....	23
Mars 2018 - Purcari Wineries, l'une des meilleures marques de la République de Moldavie se développe en Roumanie .....	24
Avril 2018 - Agriculture: des éleveurs de moutons s'associent à une coopérative agricole «Tara Mea» pour faciliter l'accès aux grands détaillants.....	24
Avril 2018 - Eurostat: les terres arables les moins chères de l'Union européenne en 2016 en Roumanie .....	24
Avril 2018 - Schweighofer Group annonce la vente de toutes les forêts qu'il possède en Roumanie .....	25
Avril 2018 - Grands projets : collaboration commune romano-bulgare pour le projet Fast Danube	25
Avril 2018 - L'industrie de la minoterie et de la boulangerie roumaine en voie d'extinction en raison du manque de main-d'œuvre.....	25
Avril 2018 - L'entreprise roumaine Scandia reprend la conserverie de poisson Galicienne Thenaisie Provote .....	26
Avril 2018 - Eurostat: la Roumanie a la troisième plus importante population ovine de l'UE.....	26
Mai 2018 - Présentation de races ovines françaises adaptées aux zones de montagnes lors du salon AGRARIA à Cluj .....	26
Mai 2018 - La Jordanie a acheté 60 000 tonnes de blé à Cerealcom Dolj.....	27
Mai 2018 - Marché : le marché de la viande pourrait dépasser environ 7,4 Mds €.....	27
Mai 2018 - Agriculture: La Roumanie dispose de 4,8 millions d'hectares de pâturages et de prairies à foin.....	28
Mai 2018 - Plus de 88 tonnes de fleurs importées en 2016, principalement des Pays-Bas .....	28
Mai 2018 - La BERD prête 10 millions d'euros à l'IFN de Roumanie, Agricover Credit .....	28
Juin 2018 - L'activité du groupe Carmistin a progressé de 9% l'année dernière .....	29
Juin 2018 - La Roumanie a importé des produits laitiers, des œufs d'une valeur de 84,8 millions d'euros au cours des deux premiers mois de 2018.....	29

\*\*\*\*\*



## 1. Politique agricole nationale Roumaine et PAC

### **Février 2018 – Première tournée européenne du ministre de l’agriculture Petre Daea pour préparer la présidence roumaine du conseil de l’UE**

M. Petre Daea, ministre roumain de l’Agriculture et du Développement rural, a effectué une visite à Paris le 13 février, au cours de laquelle il s’est entretenu avec son homologue français, M. Stéphane Travert, de l’avenir de la politique agricole commune. Le ministre roumain a également rencontré M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l’Institut national de la recherche agronomique et M. Claude Cochonneau, président des Chambres d’agriculture. Il s’est ensuite rendu le 15 février en Pologne pour rencontrer le Ministre de l’agriculture polonais, M. Krzysztof Jurgiel. L’avenir de la politique agricole commune, la peste porcine africaine, la situation des marchés agricoles et le commerce du foncier agricole ont été les principaux sujets de cette rencontre bilatérale. Pendant la conférence de presse qui a suivi la réunion, le ministre polonais a souligné que les positions de la Pologne et de la Roumanie sur l’avenir de la PAC sont convergentes. Lors de la conférence de presse qui a suivi la rencontre le ministre Jurgiel a indiqué : « *Les paiements directs ainsi que les instruments de l’organisation commune des marchés agricoles devraient continuer à revêtir une importance fondamentale pour la stabilisation des revenus des agriculteurs européens. Nous sommes favorables à un budget solide pour la future PAC et au maintien des deux piliers. Nous proposons de renforcer la gestion des risques et cela devrait compléter les instruments fondamentaux de stabilisation des marchés agricoles qui ont été utilisés jusqu’à présent* ».

Par la suite, Petre Daea a participé pour la première fois au conseil agricole du 19 février, en marge duquel une rencontre avec le commissaire Phil Hogan est prévue. Parmi les positions portées par la Roumanie, une originalité est la demande d’une ligne séparée pour la recherche dans la PAC. (Sources : CAA Roumanie et Pologne).

### **Février 2018 – Pression sur un investisseur français sur fond de bataille entre syndicats agricoles**

Les syndicats agricoles roumains ont connu un épisode de tension autour du 26 janvier, date de publication d’une attaque sur le facebook d’un des principaux syndicats roumain LAPAR – Liga Asociatiilor Producatorilor Agricoli din Romania visant le président de l’APRR (Asociatia Producatorilor de Porumb din Romania), Arnaud Perrein, agriculteur d’origine française installé en Roumanie sur près de 4000 ha.

De nombreuses réactions ont suivi aussi bien sur le ton de l’attaque que sur le fond. Arnaud Perrein est critiqué pour ses propositions de loi et actions et plus particulièrement la proposition de cotisation professionnelle obligatoire de 0,5€/ha afin de financer les adhésions des instances roumaines aux structures européennes comme le COPA-COGECA, mais encore l’initiative de guide de bonne pratique réalisé avec les apiculteurs.

D’après sa page facebook, LAPAR indique que deux membres importants, Cornel Stroescu responsable de l’APAM (Asociatia Producatorilor Agricoli din judetul Mehedinti) et Nicolae Sitaru, vice-président de LAPAR se sont retirés et ont été respectivement exclus de LAPAR lors de l’AG du 8 février dernier en raison de leur positionnement en faveur de Arnaud Perrein.

Dans une dernière interview retranscrite par le journal « Profitul Agricol » daté du 5-7 février 2018, Larentiu Baci, président de LAPAR, indique assumer la totalité du post facebook initial en son nom et confirme son indignation indiquant, notamment « savoir que Arnaud Perrein, considère la Roumanie comme une enclave de la France ». (Source : profitul agricol, page facebook de LAPAR).

### **Février 2018 - IFIs : étude d’un prêt de la BEI de 335 M EUR pour cofinancer des projets dans le secteur environnemental et agricole**

La BEI envisage d’octroyer un prêt de 335 M EUR au ministère de l’agriculture et du développement rural. Celui-ci permettra de cofinancer, avec des fonds structurels, des projets jugés prioritaires comme l’inclusion sociale, la réduction de la pauvreté, le développement rural, la compétitivité des fermes et des forêts. Le cofinancement se fera au titre du programme opérationnel développement rural. (SE Bucarest)

**Février 2018 - De l'argent de Budapest pour les agriculteurs de Transylvanie**

Le gouvernement hongrois a indiqué allouer cette année 1,7 M€ euros de subventions à destination de l'agriculture et de l'environnement pour le bassin carpatique, la majorité des subventions étant attendu en fait dans la région roumaine de Transylvanie. La motivation de ce financement hors frontière est que de nombreux magyar vivent hors du territoire hongrois et sont très importants pour la Hongrie. Les subventions seront utilisées pour de la formation, des échanges de pratiques, du conseil agricole, des bourses et des projets environnementaux. (Source : Profitul agricol).

**Février 2018 - Projet de loi pour les estives de montagne – 7 M€**

Le Ministère de l'agriculture a annoncé un programme de soutien/modernisation des 135 estives de montagne pour une valeur de 7 M€. Les bénéficiaires seraient des récents installés (moins de 5 ans), dont l'exploitation se situe dans une zone de contrainte naturelle ou spécifique et seront prioritaires les coopératives (loi 566/2004). Les zones de montagnes consolident plus de 2 M ha de pâtures naturelles et une grande partie d'entre elles sont reconnues de haute valeur naturelle du fait du maintien d'une agriculture traditionnelle extensive. (Source : MADR)

**Février 2018 - Ouverture et premiers paiements des mesures de bien-être animal – porcin et filière avicole pour 94,90 M€**

Sur l'enveloppe globale de 94,90 M€ pour les mesures 215 de bien-être animal, l'agence de paiement APIA a annoncé avoir payé au 6/02/une somme de 47,53 M€ pour 169 bénéficiaires dont 24,35 M€ pour 109 bénéficiaires dans le secteur avicole et 23,18 M€ pour 60 bénéficiaires pour le secteur porcin. (Source : AFIR).

**Mars 2018 - La députée européenne roumaine Gabriela Zoana, élue vice-présidente de la commission de l'agriculture du Parlement européen**

La députée européenne roumaine Gabriela Zoana, candidate du groupe politique S & D et représentante du Parti social-démocrate (PSD), a été élue vice-présidente de la commission de l'agriculture du Parlement européen, avec 23 voix pour et 10 contre, devant son homologue, Marco Zullo du groupe EFDD et le partie 5 étoiles italien. Elle a déclaré : "La fluctuation des prix des produits agricoles, la nécessité de développer des outils pour soutenir les petits et moyens producteurs et, bien sûr, de maintenir la compétitivité de l'Union européenne à travers un secteur agricole performant, sont mes priorités pour la prochaine période". (Source : Agerpres)

**Mars 2018 - Position des représentants professionnels agricoles des pays du groupe de Visegrad**

Une rencontre des principales organisations agricoles des pays du groupe de Visegrad a eu lieu le 2 mars à Bratislava. La Lituanie, la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie ont également été représentées. Pour la Roumanie c'est le Président de la LAPAR (Liga Asociatiilor Producatorilor Agricoli din Romania) qui était présent. Cette rencontre a eu pour objectif de réaffirmer les positions de la Déclaration de Bratislava du 31 mars 2017 et de formuler de nouvelles demandes :

- Soutien d'un PAC forte ;
- Maintien des aides directes, et notamment selon le format du SAPS ;
- Contre le co-financement des aides ;
- Une limitation des aides directes uniquement sur une base volontaire des états membres ;
- Attention portée à ne pas avoir de discontinuité de soutien, notamment risques de retards du fait du NDM (New Delivery Model);
- Renforcement de la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ;
- Maintien et accroissement des soutiens couplés pour les secteurs sensibles ;
- Soutien d'un second pilier fort et diversifié du point de vue financier ;
- Stabilisation d'une somme pour le cofinancement du second pilier et harmonisation des aides d'Etat ;



- Création des conditions adéquate pour les agricultures des zones avec des contraintes naturelles. Et que toute dégressivité des aides doivent rester une compétence des états membres ;
- Soutien des petites exploitations par un soutien financier spécifique ;
- Soutien du renouvellement des générations ;
- Importance des mesures écologiques dans le cadre de la PAC mais plus cohérentes entre les deux piliers et plus flexibles ;
- Trouver un équilibre correct entre les besoins et la soutenabilité des exploitations lors de l'élaboration d'une PAC nouvelle, moderne et simplifiée.

(Source : page LAPAR)

### **Mars 2018 - Les éleveurs de bovins viande roumains ont rendu leur avis sur la PAC : ils sont pour le plafonnement**

L'association des éleveurs de viande bovine ont présenté le 7 février leurs propositions pour la nouvelle PAC. La filière bovin viande serait une des plus stratégique en termes de marge de croissance, aussi bien économique que génétique. Ils indiquent par ailleurs leur soutien à un plafonnement des exploitations agricoles les plus importantes. (Source : Profitul agricol)

### **Mars 2018 - D'après le Ministre de l'agriculture Petre Daea, la Roumanie devrait atteindre cette année 50% de taux d'absorption des fonds européens le développement rural**

D'après le Ministre de l'agriculture Petre Daea, la Roumanie devrait atteindre cette année 50% de taux d'absorption des fonds européens le développement rural soit un montant qui pourrait dépasser 4,1 Mds €. Entre 2015 et 2018, l'agence de paiement a reçu 44 062 projets d'investissement d'une valeur de 6,98 Mds € et 23 368 d'entre eux ont été sélectionnés pour un montant de 3,37 Mds €. Le montant contracté dépasse 3,28 Mds €. Sur l'ensemble du cycle, l'absorption de la Roumanie pour le FEADER est de 36%. 2,7 Mds € déjà absorbés et 1,4 Mds € prévus pour cette année, dont à ce jour déjà 100 millions engagés. Au total la Roumanie atteindra 4,1 milliards d'euros, ce qui signifie que plus de 50% du montant total de 8,13 Mds €. (Source : Agerpres)

### **Mars 2018 - L'agence de paiement en charge du second pilier de la PAC annonce avoir conclu plus de 2100 contrats pour une valeur de 47,86M€ dans le secteur apicole**

L'Agence pour le financement de l'investissement rural (AFIR) a conclu plus de 2 100 contrats de financement liés aux investissements dans l'apiculture dans le cadre du Programme national de développement rural 2014-2020 (PNDR 2020). La valeur totale des contrats de financement s'élève à 47,86 millions d'euros. Jusqu'à présent, AFIR a versé 35,5 millions d'euros aux bénéficiaires de projets d'apiculture.

Ces financements sont opérés par le biais du PNDR afin de développer des investissements dans le domaine de l'apiculture via deux sous-mesures 100% non remboursables, à savoir la sous-mesure dédiée à l'installation de jeunes agriculteurs (6.1 : 600 décisions pour 24 M€) la mesure pour le développement de petites exploitations (6.3 : 1500 décisions pour 22,5 M€). Le reste des projets a eu lieu dans le cadre de mesures (co-financées) de soutien des investissements dans les exploitations agricoles (4.1) et dans la transformation de produits agricoles (4.2) pour une valeur totale d'environ 1,3 million d'euros. (Source Actmedia)

### **Mars 2018 - MADR : des fonds européens de plus 2,6 Mds € pour les agriculteurs sur les mesures agro-climatiques**

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) a annoncé l'ouverture des mesures agro climatiques pour les agriculteurs roumains dont le montant total disponible pour la période de programmation 2014-2020 est de plus de 2 6 milliards d'euros. Il s'agit des engagements pour l'agro-environnement et du climat (mesure 10), l'agriculture écologique (mesure 11) et pour les zones soumises à des contraintes naturelles (mesure 13). En mettant en œuvre des mesures environnementales et



climatiques MARD visant à maintenir les ressources agricoles naturelles et traditionnelles que la Roumanie possède, y compris préservation de la biodiversité associée à des terres agricoles en épaulant les systèmes extensifs de l'agriculture (basé sur la réduction des intrants et l'utilisation durable des ressources naturelles) et en encourageant la poursuite des activités agricoles dans les zones à haute valeur environnementale mais surtout dans les zones soumises à des contraintes naturelles et dans les zones de montagne pour éviter l'abandon de ces zones.

Trois nouveaux changements ont été introduits dans la mesure 10 pour la protection de certaines espèces d'oiseaux. Le niveau des paiements compensatoires a été également augmenté pour les prairies permanentes, sans engagement agroenvironnemental et le climat, de 19 euros / ha / période de conversion de l'année et 18 € / ha / an pour garder pratiques d'agriculture biologique, par rapport à 2017 ainsi que la possibilité de cumuler sur une même surface les paiements compensatoires accordés dans le cadre des forfaits applicables aux prairies permanentes, tant par la Mesure 11 - agriculture écologique, que par la Mesure 10 - agro-environnement et climat. En fonction de la combinaison de paquets consultée, le niveau des paiements cumulés peut varier de 119 à 449 euros / ha / an pour la période de conversion et de 153 à 483 euros / ha / an pour la période de maintien des pratiques agricoles biologiques. (Source : Agerpress)

#### **Mars 2018 - Le fonds de garantie des crédits pour les PME lance un produit pilote pour le développement rural**

Les emprunteurs publics locaux vont pouvoir accéder au nouveau produit de financement de la Garantie de Financement Rural (GER) lancé par le Fonds National de Garantie de Crédit pour les PME (FNGCIMM).

Le nouveau produit de garantie (...) représente pour le Fonds de garantie PME un pilote de la nouvelle stratégie de repositionnement et de développement. Il s'agira d'identifier un certain nombre d'opportunités dans le secteur public local et les faire bénéficier d'un mécanisme de garantie pour faciliter la mise en œuvre des projets pouvant bénéficier de financements de développement rural. Une estimation potentielle de plus de 2 000 projets au niveau national a été faite pouvant générer plus de 180 M€ de fonds pour le développement rural. La garantie des produits est adressée à des bénéficiaires publics qui proposent des projets aux groupes d'actions locaux et contient deux caractéristiques: garantie FNGCIMM des paiements anticipés prévus dans les accords de financement dans le cadre du PNDR 2014-2020, et les prêts bancaires de garantie auxquels les bénéficiaires peuvent accéder pour financer l'investissement. (Source : Agerpress)

#### **Avril 2018 - Présentation de la position officielle roumaine lors d'une semaine chargée en séminaires sur la PAC**

Le Ministre Petre Daea a enchaîné plusieurs conférences lors d'une semaine chargée sur la PAC fin mars. Il a ainsi présenté la position officielle retenue par la Roumanie après un processus de concertation qui a récolté 36 propositions écrites dont 12 de la part de structures académiques et d'enseignement, et 22 de la part des professionnels agricoles et du patronat et du domaine de la protection de l'environnement. Un groupe de travail a également été créé entre les fonctionnaires du MADR et ceux des deux agences de paiement APIA et AFIR. Petre Daea a indiqué qu'il allait intensifier sa présence lors des conseils agricoles en vue de la présidence à venir de la Roumanie du conseil européen, il a également souligné le rôle des eurodéputés pour soutenir la position de la Roumanie dans les négociations à venir. Les points essentiels de la position roumaine restent le soutien des aides couplées, la demande de convergence, et l'absence de co-financement. Lors des autres rencontres, le refus du plafonnement a été également plusieurs fois réaffirmé. (Source : CAA Bucarest)



## **Avril 2018 - Eurostat: les terres arables les moins chères de l'Union européenne en 2016 en Roumanie**

Une étude d'Eurostat indique qu'en 2016 la Roumanie avait les terres arables les moins chères de l'Union européenne (1 958 euros en moyenne) contre (63 000 euros) pour les Pays-Bas, les plus élevés. Cependant, parmi les régions de l'UE pour lesquelles des données sont disponibles, le prix le plus élevé pour les terres arables était dans la région de Ligurie en Italie (108 000 euros en moyenne par hectare). Au niveau régional, un hectare de terres arables coûte le moins cher dans la région de Yugozapaden en Bulgarie (1165 euros en moyenne).

D'après les données disponibles, la croissance la plus forte des prix des terres arables entre 2011 et 2016 a été en République tchèque (un triplement), en Lituanie, en Estonie, en Lettonie et en Hongrie (doublement).

La location d'un hectare de terres agricoles était la plus chère aux Pays-Bas (791 euros en moyenne par an), et la moins chère en moyenne en Lettonie (46 euros par hectare et par an), bien que les régions les moins chères de l'UE étaient en Suède (28 euros par hectare et par an). (Source Eurostat cité par Actmedia).

**A l'échelle régionale en Roumanie**, le prix des terres agricoles est en forte augmentation, comprenant des variations entre départements allant de 2500 à 10 000€ par hectare.

Lors de sa conférence annuelle « l'Elite des fermiers – tendances et innovations en agriculture », le directeur général Agri-finance d'Agricover a présenté une analyse des évolutions des prix des terrains agricoles et du marché foncier en Roumanie. Il a qualifié le marché de très dynamique avec une augmentation des prix et des surfaces échangées. Une carte par département ([lien](#)) présente les prix minimum et maximum observés qui vont de 2500€ à 10 000€ à l'hectare. Les prix auraient doublé voire triplé dans certains départements par rapport à 2012. La fragmentation des surfaces agricoles serait à l'origine de ces augmentations de prix, sachant qu'en moyenne les agriculteurs ne détiendraient en propriété que 10 à 15% des surfaces qu'ils cultivent, le reste serait en location.

Le volume de transaction aurait atteint 100 000 ha en 2017 connaissant une forte accélération. Il indique par ailleurs que dans la région du Banat, 20 à 30 % des terres seraient déjà détenues par des étrangers. Agricover a financé 15% des acquisitions de terrains en 2017 avec des crédits soit 15 000 ha. (Source : <http://agrintel.ro>)

## **Juin 2018 - Agriculture: La production végétale a augmenté pour toutes les cultures en 2017 par rapport à 2016**

Par rapport à l'année précédente, la production végétale a augmenté en 2017 pour les principales cultures (céréales, légumineuses séchées, oléagineux, betterave à sucre, pommes de terre et légumes).

Selon l'Institut national de la statistique (INS), les superficies en céréales, pommes de terre et légumes étaient plus faibles mais les superficies cultivées en légumineuses sèches, oléagineux et betterave sucrière ont augmenté.

**La production de céréales a atteint un record en 2017 avec 27,1 M de tonnes récoltées, soit une hausse de 25% par rapport à 2016, principalement en raison de rendements plus élevés à l'hectare.**

La production de blé est montée en flèche au niveau record de 10,33 M de tonnes (contre 8,4 M de tonnes en 2016), le maïs a augmenté de 33,3 % à 14, 841 M de tonnes, alors que l'orge a augmenté de 5 % à 1,9 M de tonnes, selon l'Institut national de la statistique (INS).

La superficie sous céréales a chuté de 6,9 pour cent à 5.1 M ha. Les cultures de maïs représentaient l'année dernière 47 % de la superficie totale cultivée en céréales et le blé 39,7 %.

La production de semences de légumes a triplé de 2016 à 99 000 tonnes, grâce à l'augmentation de la superficie cultivée (de 59 000 à 116 000 hectares) et à des rendements par hectare plus élevés.

Les cultures oléagineuses ont augmenté de 29,5 % pour atteindre 4,67 M de tonnes, en raison d'une augmentation de 6,9 % de la superficie cultivée et de rendements plus élevés à l'hectare. Des hausses de production ont été enregistrées pour le tournesol (+43,4%), le soja (+38,8%) et le colza (+29.3%).



La production de betterave sucrière a augmenté de 10,2% pour atteindre un total de 1,12 M de tonnes, en raison d'une augmentation de 8% de la superficie cultivée.

L'année dernière, la production de pommes de terre a augmenté de 16,3 % à 3,13 M de tonnes grâce à des rendements à l'hectare plus élevés, malgré une contraction de la surface cultivée de 7,7 % à 168 000 hectares contre 182 000 hectares en 2016.

Pour les légumes, les statistiques officielles montrent une augmentation de la production de 8,1% (3,6Mt), principalement en raison d'un rendement par hectare plus élevé. La superficie cultivée en pommes de terre était inférieure de 1,8% en 2017 à celle de l'année précédente.

La production de raisins a augmenté de 45,7% en 2017, après l'augmentation de 45,7% du rendement par hectare, tandis que la production de fruits du verger était inférieure de 25,6% pour une superficie égale à celle de 2016.

Selon les statistiques, en 2017, la Roumanie a été **le cinquième producteur de blé** parmi les 28 Etats membres de l'UE, avec 6,6 % de la production totale de blé de l'UE, **second pour la production de maïs** après la France (22 %) et **premier pour le tournesol** (28,1 %). Pour la pomme de terre, la Roumanie se classe quatrième dans l'UE après la Pologne, l'Allemagne, la France et la sixième après la production en Allemagne, en Pologne, en France, aux Pays-Bas et au Royaume Uni. (Source INS cité par Actmedia).

La Roumanie est devenue au cours des dernières années un important exportateur de céréales dans la région de la mer Noire, principalement vers les pays d'Égypte et du Moyen-Orient. En 2016, la Roumanie a exporté environ 7 M de tonnes de blé et 3,4 M de tonnes de maïs, selon les dernières données disponibles. (Source Act media).

En 2018, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) a annoncé que 96,22% des surfaces ont été semées en maïs (2.368 millions d'hectares) sur la surface prévue jusqu'au 11 mai 2018, alors que pour le tournesol les semis ont dépassé les 97% de la surface prévue soit 1,01 millions d'ha. Selon les données mentionnées, 128 803 ha d'avoine de printemps avaient été semés (96%), 83 140 ha (100,96%) d'orge de printemps, 152 768 ha (90,12%) de soja, 193 688 ha (93,55%) de légumes, 142 718 ha (94%) de pommes de terre d'automne, 27 624 ha (86%) de betteraves à sucre et 108 922 ha (109,39%) de pois ont été semés. (Source : MADR)

### **Mai 2018 - Le président roumain soutient la PAC dans le cadre de l'exercice financier européen**

Le Président roumain, Klaus Iohannis, est intervenu en Bulgarie vendredi 5 mai puis mercredi 9 mai lors de l'AG d'un des deux principaux syndicats agricole roumain (Pro Agro) pour soutenir la PAC. Il souligne que, dans l'exercice financier européen actuel, la Roumanie bénéficie de plus de 20 milliards d'euros de fonds européens, qui peuvent contribuer à la compétitivité de l'agriculture roumaine et au développement plus équilibré des zones rurales. "La semaine dernière, la Commission européenne a présenté le projet de budget pluriannuel de l'UE après 2020. La Roumanie soutiendra le maintien d'allocations importantes pour la politique agricole commune, qui doit rester forte, équilibrée et tournée vers l'avenir, capable d'assurer le bien-être des européens ", a ajouté Iohannis. (Source Agerpres et ActMedia)

### **Mai 2018 - Les agriculteurs du secteur végétal demandent au Ministre de soutenir le budget de la PAC sans réduction**

L'Union nationale des coopératives du secteur végétal (UNCSV) est préoccupée par l'annonce de la Commission européenne concernant la baisse du budget de la PAC estimée à 4% pour les paiements directs et à 5% pour le développement rural et demande au ministre de l'Agriculture Petre Daea, lors du Conseil des ministres, auprès du Parlement européen et du Conseil européen, de soutenir un budget de la PAC sans réduction : « pour relever les défis que doit relever l'agriculture roumaine et européenne ». Ils rappellent que la Roumanie reçoit un paiement direct par hectare en dessous de la moyenne européenne. Les villages roumains doivent encore investir beaucoup à l'avenir pour augmenter le niveau



de vie de sa population et limiter la migration. L'inflation est l'un des facteurs qui n'est pas pris en compte dans la réduction proposée et une diminution plus importante à deux chiffres est évoquée, indique l'union dans une lettre ouverte au ministre de l'Agriculture. L'union estime même cette baisse à 30% pour le second pilier de la PAC sur la période 2021-2027. L'UNCSV note que l'agriculture roumaine se concentre encore principalement sur la vente de matières premières et nécessite d'énormes investissements pour obtenir des produits finis et ajouter de la valeur ajoutée à la production primaire. Ils regrettent par ailleurs que la PAC contienne plus de mesures pour l'environnement et moins pour la production d'alimentation. La Roumanie a besoin d'importants investissements dans le secteur animal et la transformation pour permettre l'alimentation à un prix raisonnable par des produits nationaux et maintenir les emplois dans les zones rurales. La PAC doit être la plus importante priorité de l'UE et une baisse du budget reviendrait à forcer les Etats à cofinancer, ce qui n'est pas possible pour tous.

Les agriculteurs membres des coopératives agricoles de l'UNCSV estiment que, pour la Roumanie, la PAC est une politique de soutien à la sécurité et à la souveraineté alimentaire de l'Union européenne et doit être traitée comme une priorité absolue par rapport aux autres priorités proposées telles que la migration. « Le budget européen pour les questions de l'agriculture et de l'alimentation est essentiel, comme indiqué par le ministre français de l'agriculture ». (Source : [www.agerpres.ro/](http://www.agerpres.ro/))

### **Mai 2018 - La première ministre s'exprime sur l'agriculture et le cadre financier pluriannuel**

Viorica Dancila, première ministre roumaine a salué la fin de la période de dépôt des demandes d'aides déposée auprès de l'agence de paiement APIA : 866 749 demandes ont été présentées pour une superficie de 248 651 hectares de plus que l'an dernier (avant traitement). Le nombre de demandes de subventions pour les animaux aurait également augmenté.

Elle a également affirmé que l'agriculture est une priorité absolue du gouvernement et que ce secteur est attendu pour devenir un moteur de croissance économique. « Grâce aux nouvelles politiques agricoles, le secteur agricole deviendra un moteur de croissance économique et une source d'emploi pour la population rurale, tout en garantissant les revenus des agriculteurs, afin d'éviter la migration rurale. Accélérer la modernisation de l'agriculture pour assurer une alimentation saine nécessaire à toute la population, retrouver le marché intérieur, une vie décente pour les paysans, réduire les importations et augmenter les exportations de produits agroalimentaires sont des objectifs que nous souhaitons atteindre », a déclaré Mme Dăncilă lors d'une conférence nationale d'agriculteurs organisée par un des plus importants syndicats agricoles (LAPAR).

Elle a annoncé à cette occasion, notamment un projet de création de Chambres de commerces roumaines chargées de négocier la commercialisation des produits agroalimentaires et des animaux, de louer ou de construire des centres de collecte et de négocier des contrats au nom des producteurs agricoles pour l'exportation et pour le marché domestique. Toutes ces mesures devant conduire à l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits roumains, avec une capacité de vente et de production, et des contrats seraient signés avec les agriculteurs pour une période de 3 ans.

Elle a par ailleurs indiqué **qu'il était important que le nouveau budget de l'UE** continue à soutenir les objectifs d'investissement de l'Union pour stimuler la convergence. Si elle reconnaît que la politique de cohésion et la politique agricole commune demeurent des priorités pour les investissements dans le futur budget, **elle indique ne pas être confortable avec la réduction des allocations pour les deux politiques, en particulier en termes réels**. En tant que Premier ministre, **elle soutient la politique agricole commune** comme devant continuer d'être une politique forte basée sur deux piliers, avec une allocation budgétaire aussi cohérente et qui peut répondre aux besoins économiques, environnementaux et aux problèmes sociaux. La Roumanie ne peut accepter une PAC avec un second pilier avec une réduction des objectifs ou de la portée des programmes nationaux de développement rural. Concernant la convergence des paiements directs dans l'UE, elle indique c'est important pour réduire les disparités entre les niveaux de paiements directs par hectare. Enfin, elle assure que la Roumanie est fermement opposée au plafonnement des paiements directs pour les grandes exploitations et dans le même temps indique vouloir augmenter le taux d'aide pour un paiement redistributif pour encourager les petits agriculteurs marginalisés. Enfin elle indique que l'architecture actuelle de la politique agricole



commune, en tenant compte des aspects environnementaux doit être abordées dans une approche plus souple et cohérente pour permettre aux Etats membre de définir des cibles permettant la réalisation d'objectifs définis au niveau de l'Union européenne.

(Source : Agerpres)

### **Mai 2018 - Plus de 5000 éleveurs et 188 fournisseurs ont été enregistrés dans le cadre du programme national de soutien aux races locales de porc Bazna et Mangalita**

Le programme de soutien national pour l'élevage de porcs Mangalita et Bazna a attiré 5094 éleveurs et 188 naisseurs. La demande étant très importante alors que ces deux races avaient été abandonnées en Roumanie. Le gouvernement a approuvé un financement de 4M€ sur la période 2018-2020. Cela permettra de fournir aux éleveurs sélectionnés entre 2 et 20 porcelets de ces deux races. Ils auront en charge d'élever, d'engraisser et de remettre les porcs au transformateur avec lequel ils ont conclu un contrat.

Les effets attendus sont d'augmenter le nombre de porcs et la préservation de ces deux élevages mais aussi de rétablir la balance commerciale alors que la viande de porc fraîche et congelée est dominée par les importations, la Roumanie n'assurant que la moitié de la production nécessaire à sa consommation.

(Source : MADR)

### **Mai 2018 - Plus d'1,5 Md€ sollicités par les agriculteurs roumains pour les investissements dans les exploitations agricoles.**

L'agence pour le financement des investissements ruraux (agence de paiement du second pilier) indique avoir reçu pour 1,536 Md € de demandes pour la mesure 4.1. sur la période 2015-2018 de **3 625 agriculteurs**. Parmi ceux-ci 1 617 projet ont été sélectionné pour 739,8 M€ et jusqu'à présent ce sont **1 454 contrats de financements qui ont été signés pour une valeur de 556,9 M€**. L'allocation financière sur cette ligne pour la période de programmation est de **790 M€ pour les 4 composantes**: secteur végétal, zootechnie, zone de montagne et fermes familiales. (Source : AFIR)

### **Mai 2018 - Un berger roumain parmi les plaignants contre l'UE pour la lutte le changement climatique**

Petru Vlad, berger en Roumanie fait partie des plaignants d'une action de contentieux plus large initiée par des dizaines d'agriculteurs contre l'Union européenne sur le changement climatique. L'augmentation des températures chaque année met en danger son revenu : "Il n'y a plus d'eau pour nos bovins et nos moutons. Je dois transporter mon bétail de 700m d'altitude à 1400m pour que l'herbe puisse être pâturée, mais surtout pour l'eau. Mais je ne peux pas aller plus loin avec nos troupeaux, car au-dessus de 2000m, il n'y a que le ciel ", a indiqué le Roumain, selon le site internet du People's Climate Case. Le berger appelle les institutions européennes à augmenter l'objectif climatique de l'UE pour 2030. Dans ce procès à la Cour européenne de justice, les plaignants accusent le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne de ne pas avoir adopté de lois pour lutter efficacement contre le changement climatique. Ils veulent que les institutions européennes reconnaissent le changement climatique comme une menace réelle pour les droits de l'homme en Europe, et agissent de toute urgence pour protéger leurs droits et ceux des générations futures. Une pétition soutenant cet appel a enregistré 67 517 signatures à ce jour. Le litige est initié par 10 familles originaires du Portugal, d'Allemagne, de France, d'Italie, de Roumanie, du Kenya, des Fidji ... Les plaignants sont accompagnés d'un large éventail d'ONG, de scientifiques et de citoyens. (Source : <http://business-review.eu>)

### **Mai 2018 - Foncier agricole : la réforme de la loi sur l'achat des terres adoptée au sénat alors que l'état n'a pas mobilisé son droit de préemption sur l'achat de terres agricoles depuis la réforme de 2014 qui a ouvert les possibilités d'achats de terres aux étrangers**

Suite à de fortes inquiétudes soulevées par l'eurodéputé Daniel Buda estimant que 43% des terres agricoles roumaines appartiennent à des étrangers ou sont en passe de le devenir ; que la propriété foncière aux étrangers a trait à la sécurité nationale en visant principalement des investisseurs hors Union



européenne qui pourraient à terme imposer des prix aux aliments et que la proportion élevée de terres agricoles appartenant à des étrangers entraîne une augmentation des importations de produits agricoles. La Roumanie a libéralisé le marché des terres depuis le 1er Janvier 2014 selon les obligations contenues dans le traité d'adhésion à l'Union européenne, pour permettre aux personnes physiques de l'UE d'acheter des terres agricoles dans le pays alors qu'auparavant, seules les personnes morales avaient le droit d'acheter des terres agricoles. La loi a également mis en place des priorisations dans la préemption : copropriétaires, locataires, propriétaires voisins puis l'Etat roumain via l'Agence des domaines de l'Etat. Les détenteurs de ces droits ont 30 jours pour indiquer leur intention d'acheter sinon la vente est libre. Afin de ne pas déclencher une procédure d'infraction contre la Roumanie, comme cela a été le cas de la Hongrie, le député européen a répondu que pour détourner les reproches, des restrictions déjà appliquées dans les pays d'Europe occidentale pourraient être adoptées.

Le député a ajouté qu'actuellement la plupart des subventions agricoles sont en faveur d'entreprises détenues par des actionnaires non-UE car « les 10 premières entreprises qui recueillent des subventions ne sont pas de l'Union européenne, ils sont libanais, chinois, d'autres. Pratiquement, nous subventionnons l'exportation en dehors de l'UE, ».

Une modification de cette loi sur l'achat des terres agricoles (17/2014) a été approuvée le 22 mai par le Sénat roumain. Elle devra encore passer par la Chambre des Députés. Les modifications principales apportées concernent la modification de l'ordre de préemption et les conditions d'acquisition de nouvelles propriétés pour tous les acheteurs.

L'ordre de préemption inclut désormais une place pour les parents au premier degré et les jeunes agriculteurs avec l'ordre suivant désormais : Copropriétaires et parents au premier degré, les locataires, les jeunes agriculteurs, propriétaires de terres agricoles voisines, et l'État roumain.

Un élément important a également été introduit : si le droit de préemption n'est pas exercée, si aucun des acheteurs potentiels, dans le délai légal, remplit les conditions pour acheter les terres agricoles situées en dehors des villes, alors l'achat est libre pour toute personne ou entreprise. Le projet prévoit également une obligation d'utilisation des terres agricoles et un délai de 15 ans pendant lequel les terres achetées ne peuvent être revendues.

L'État roumain n'aurait par ailleurs acheté aucune terre agricole via son droit de préemption depuis 2014, lorsque le marché des terres agricoles a été libéralisé et ouvert aux étrangers. Durant cette période, ce sont plus de 110 000 hectares qui ont été vendus. Les données officielles indiquent que depuis 2014, les offres de ventes annuelles ont triplé. Ainsi, en 2014, il y a eu 45 646 offres de ventes, représentant plus de 58 000 hectares de terres agricoles, et les autorités ont émis plus de 8 000 contrats définitifs. En revanche, en 2016, le nombre d'offres de vente dépassait les 140 000, totalisant plus de 144 000 hectares, et les contrats émis pour la conclusion de contrats dépassaient 48 000. Fin septembre 2017, plus de 34 000 permis de vente ont été émis, pour plus de 100 000 offres de vente et d'environ 110 000 hectares de terres agricoles.

(Source : <https://www.profit.ro/povesti-cu-profit/agribusiness/statul-cu-drept-de-preemptiune-nu-a-cumparat-niciun-teren-agricol-din-2014-de-cand-strainii-au-primit-liber-la-achizitia-de-terenuri-18080437> et [romania-insider.ro](http://romania-insider.ro))

### **Mai 2018 - Lancement d'un portail unique pour les soutiens agricoles et de développement rural**

En date du 9 mai, l'agence pour le financement des investissements ruraux a lancé un portail unique pour les fonds européens pour le développement rural à l'adresse [www.finantare-rurala.ro](http://www.finantare-rurala.ro). (Source AFIR)

**Juin 2018 - Agriculture: Ministre Daea: Nous avons consommé plus de 5,5 milliards d'euros en un an et demi des fonds européens**

« La Roumanie a pris plus de 5,5 milliards d'euros de l'Union européenne en un an et demi, l'argent européen qui va à l'agriculture et est déjà dans le pays », a récemment déclaré le ministre de l'Agriculture Petre Daea. Il a mentionné que l'argent l'agriculture pour soutenir les agriculteurs, ainsi que pour des projets spécifiques pour les zones rurales.

À la mi-mai, le chef du MADR a déclaré que la Roumanie avait reçu cette année le remboursement de 1,847 milliard d'euros de l'UE et 400 millions d'euros supplémentaires à la suite des demandes présentées. L'année dernière, la Roumanie a consommé de l'UE près de 3,3 milliards d'euros pour le développement agricole et rural et l'objectif pour 2018 du PNDR 2020 est de 4,1 milliards d'euros. (Source ACT media)

**Juin 2018 - La part des surfaces cultivées en agriculture biologique environ 5 fois moins élevées en Roumanie que dans le reste de l'Union européenne**

La Roumanie possède 1,67% de sa superficie agricole totale utilisée (SAU) en agriculture biologique, tandis que la moyenne dans l'Union européenne est de 6,69%, selon Eurostat. En 2016, la Roumanie comptait 225 450 hectares de superficie agricole utilisée en agriculture biologique. Cet indicateur prend en compte les terres arables, les prairies permanentes, les cultures permanentes et d'autres terres agricoles telles que les potagers. Elle est actuellement parmi les États membres ayant la plus grande SAU, derrière des pays comme la France, l'Espagne et l'Allemagne. De même le ratio enregistré pour le soutien gouvernemental à la recherche et au développement agricoles est très faible avec en Roumanie, 1,2 euro par habitant, alors que la moyenne de l'UE est de 6,2 euros par habitant.

Le pays se porte mieux sur le solde d'azote brut sur les terres agricoles. En Roumanie, il est de 9 kg par hectare, alors qu'il atteint 51 kg à l'hectare dans l'UE. Le bilan azoté inclut l'apport d'azote (fertilisation azotée, fixation d'azote et dépôts azotés entre autres) et la production d'azote (dénitrification et émission d'ammoniac entre autres) et reflète ainsi une part importante du cycle de l'azote et l'impact de la gestion de l'exploitation sur l'hydrosphère et l'atmosphère. Selon l'Agence européenne pour l'environnement, l'apport d'azote (fertilisation et fixation de l'azote) affecte directement le niveau de biodiversité dans les champs et les prairies. Pendant ce temps, les émissions d'ammoniac provenant de l'agriculture sont de 9,9 kg par hectare en Roumanie, alors que la moyenne de l'UE est de 21 kg par hectare. (Source : [business-review.eu](http://business-review.eu))

## 2. Politique alimentaire et sanitaire

**Février 2018 : Agriculture: Jusqu'à 59 369 tonnes de tomates importées par la Roumanie en septembre 2017, tandis que les exportations diminuent**

La Roumanie a importé 59 369 tonnes de tomates au cours des neuf premiers mois de 2017 pour un volume à peu près semblable à celui de 2016 (59 075 tonnes), tandis que les exportations étaient faibles avec seulement 262,2 tonnes exportées. (Source Agerpres)

La valeur des importations de tomates fraîches ou réfrigérées durant les trois premiers trimestres de 2017 a dépassé 65,46 M€ soit 20% de plus par rapport à la même période de 2016 (54, 54 M€). Selon le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR), les exportations ont elles augmenté de 47% passant de 254 462 € contre 173 053 € en 2016. (Source Actimedia)

**Février 2018 : Le syndicat de l'industrie alimentaire met en garde: du fait de la dépréciation du RON, on attend une augmentation du prix des aliments de 6 à 8 %**

Dragos Frumosu, président de la Fédération de l'Union de l'industrie alimentaire (FSIA) a déclaré au journal [www.romaniajournal.ro](http://www.romaniajournal.ro) que l'augmentation des coûts de production et la dépréciation de la monnaie nationale conduiront à une augmentation de 6-8% des aliments de base.



Les prix de l'énergie, du gaz notamment et d'autres services publics sont cités. Même s'ils ne représentent pas beaucoup dans les coûts de production, ils ont une influence. Les coûts de transport ont également augmenté, les prix du carburant augmentant en raison de droits d'accise plus élevés. Le dirigeant syndical a également souligné que «70% de la viande utilisée comme matière première est importée, ainsi que 20% du lait utilisé comme matière première ou 5% des produits de boulangerie congelés. Dans ces conditions, la dépréciation du RON se verra dans les prix en rayon.

Dragos Fromosu estime que les hausses des prix des produits alimentaires commenceront en mars, car "d'ici là, il y a encore des stocks et la consommation est plus faible".

Le dirigeant de la FSIA a également déclaré que les producteurs d'aliments ne seraient pas en mesure d'absorber ces augmentations de coûts afin de réduire les hausses de prix, dont la plupart sont à la limite de la survie. Afin d'éviter la hausse des prix, les petites entreprises - telles que les pâtisseries ou les boucheries - devraient être fermées efficacement, et les grandes entreprises travaillant sur des quarts de travail pour abandonner la production en un seul quart de travail.

Enfin, le dirigeant syndical a également souligné que «les frais de stockage collectés par les détaillants augmentent de 25 à 30% le prix des produits quittant les usines de transformation». (Source : Actimedia).

### **Mars 2018 - Lidl investit 100 millions d'euros en Roumanie**

Lidl, distributeur allemand de produits alimentaires à prix réduit, a augmenté de 100 millions d'euros le capital social libéré de sa filiale roumaine, se préparant à lancer le premier hub numérique local et le deuxième en Europe.

Après l'afflux de capitaux, le capital social total de Lidl Romania s'est élevé à près de 1 milliard de RON (215 millions d'euros). L'augmentation de capital a été achevée et enregistrée juste avant l'ouverture du hub numérique roumain de Lidl, le deuxième plus grand d'Europe après le hub numérique allemand.

Lidl Digital est la branche e-commerce de Lidl et emploiera environ 100 personnes en Roumanie. Lidl est entré sur le marché roumain en 2010. (Source : Profit.ro, business-review.eu, Actmedia)

### **Mars 2018 - Commerce: Le marché des services alimentaires en Roumanie a dépassé 7,2 milliards de RON (1,6Md €) en 2017**

Plus des deux tiers (67%) de la valeur du marché des services alimentaires roumains se concentrent à Bucarest en 2017 avec 4,89 Md RON, et près de la moitié (46 %) du marché total est représenté par les restaurants standards. Selon l'enquête, la valeur annuelle totale du marché des services alimentaires dans cinq des plus grandes villes en Roumanie s'est élevé à 7,24 milliards de RON. L'étude souligne également que 45 % des Roumains ne choisissent pas les offres spéciales quand ils mangent au restaurant, et plus de 20 % d'entre eux préfèrent les repas combinés (aliments et boissons / dessert). La moitié des personnes interrogées dépensent entre 30 et 50 RON. Hospitality Culture Institut de recherche est le projet mis en œuvre dans le cadre d'un financement participatif, soutenu par plusieurs marques importantes de l'industrie tel que horeca Fratelli, City Grill, KFC, Coca-Cola, hipMenu, KZ Creative Aquamarine fruits de mer, Trenta Pizza et Pizza Jerry. Les statistiques comprenaient une analyse du marché de la restauration et du marché de la livraison. L'étude a porté sur 800 personnes âgées de plus de 18 ans qui mangeaient dans la ville l'année dernière moitié, dans cinq villes de référence roumaine (Bucarest, Timisoara, Cluj, Brasov et Iasi). (Source: romaniajournal.ro cité par Actmedia).

### **Mars 2018 - Enquête: Plus de 80% des Roumains font leurs courses dans les hypermarchés**

Plus de huit Roumains sur dix font leurs courses dans un hypermarché et la plupart d'entre eux tiennent compte du prix pour décider quels produits acheter, selon un sondage en ligne. Quelque 63% des répondants ont déclaré avoir acheté des produits locaux et internationaux. La nourriture domine le panier, en particulier les produits laitiers, les légumes et la viande. En décidant de choisir des produits locaux plutôt que des produits internationaux, 62% des Roumains disent le faire parce qu'ils sont plus naturels, 54% disent qu'ils sont de meilleure qualité et 49% qu'ils veulent aider l'économie locale. Plus des trois quarts des acheteurs considèrent le prix lorsqu'ils décident quels produits acheter, 74%



regardent les ingrédients tandis que seulement 27% regardent les certifications. (Source : roumain-insider.com cité par ACTmedia).

### **Mars 2018 - Eurostat: Le marché de la consommation roumaine atteint un niveau record de 114 Mds€ en 2017 en raison des augmentations de salaire**

La consommation roumaine s'est accrue de plus de 10 Mds€ en 2017 atteignant 114,5 Mds€, principalement en raison des augmentations de salaires payés par les employeurs d'après des données Eurostat. L'indice « Dépenses - consommation finale des ménages », est passé de 96,5 Mds€ en 2015 à 104 Mds€ en 2016 et à 114,5 Mds€ en 2017.

La Roumanie est le 15ème marché de consommation de l'Union européenne. Le montant total des salaires versés par les employeurs roumains est passé de 57,7 Mds€ en 2016 à un niveau record au niveau de 67,15 Mds€ en 2017 en raison du salaire minimum et les augmentations de salaires du secteur public. L'augmentation des dépenses de consommation en Roumanie a conduit à un taux de croissance économique élevé en neuf ans en 2017, de 7%. De nombreux économistes s'attendent à ce que les augmentations salariales ralentissent en 2018 en raison des contraintes budgétaires élevées. (Source : business-review.eu cité par ACTmedia).

### **Avril 2018 - Agriculture: la plupart des Roumains préfèrent les vins rouges secs et les choisissent selon le domaine**

La plupart des Roumains préfèrent les vins secs et rouges et choisissent leur vin selon le domaine, une enquête réalisée par CrameRomania.ro et ReVino.ro, citée par business-review.eu.

Selon l'enquête, les vins secs sont préférés par 58% des répondants, au détriment des vins sucrés. Le vin rouge est le plus populaire, préféré par 57 % des Roumains, puis 28 % préfèrent le blanc, et 13 % rose et seulement 2 % de vin mousseux.

Ces dernières années, les roumains ont accordé une plus grande attention à leur consommation et sélection de vin. Les domaines (32 %), les cépages (31 %), la couleur du vin - blanc, rose ou rouge (11 %) - et la période de consommation (10%) sont les facteurs essentiels dans le choix. Indépendamment de la source (des producteurs roumains ou étrangers, ou du breuvage maison), 45% des personnes interrogées ont déclaré aimer le vin deux ou trois fois par semaine, tandis que plus de 91% ont déclaré le préférer dans des bouteilles en verre.

Quelque 60% des acheteurs basent leur décision d'achat uniquement sur les informations disponibles sur l'étagère en magasin. Seulement 14% font des recherches sur Internet avant d'acheter un vin, tandis que 9% demandent conseil à un spécialiste.

Environ 43% des Roumains dépensent entre 26 et 50 RON pour une bouteille de vin, 20% entre 16 et 25 RON, et 17% sont prêts à payer entre 51 et 70 RON. En ce qui concerne la variété, Feteasca Neagra - soit Feteasca, Neagra, Alba ou Regala - est la variété locale la plus populaire, citée par 52% des Roumains comme leur favorite. (Source : CrameRomania.ro and Revino.ro cités par Actmedia).

### **Mai 2018 - Sanitaire : des bactéries trouvées sur 6 650 plants de vignes en provenance d'Italie**

L'autorité nationale phytosanitaire (ANF) a détecté la présence de bactéries nocives, *Xylophilus ampelinus*, sur un tiers d'un lot de plan en provenance d'Italie soit 6650 plants. Le retrait et le renvoi des plants infectés a été demandé et une interdiction d'importation sera maintenue jusqu'à la présentation d'analyse. Les autorités sanitaires roumaines ont notifié à la Commission via Europhyt la présence de *Xylophilus ampelinus*. (Source Agerpres.ro)

### **Mai 2018 - Premier transfert d'embryon bovin réussi en Roumanie dans la station de recherche Dancu**

Les spécialistes de la Station de recherche de développement pour les bovins Dancu dans le département de Iasi ont réalisé pour la première fois, le premier transfert d'embryons « in vitro » de bovin (taux de réussite étant de 33%) dans le laboratoire de la station. Cette méthode de recherche est la méthode la



plus rapide de transmettre le progrès génétique et de raccourcir l'intervalle entre les générations. (Source : Agerpres.ro)

**Mai 2018 - Sanitaire : blocages de 1100 tonnes de pomme de terre originaire d'Égypte suite à la détection de la bactérie Ralstonia solanacearum (pourriture brune)**

Les inspecteurs phytosanitaires roumains ont bloqué 1.100 tonnes de pommes de terre d'origine Égyptienne au port de Constanta suite à la détection de la bactérie Ralstonia solanacearum (pourriture brune).

Les tubercules de pommes de terre avaient été prélevés dans le cadre de l'application de la décision du 29 Novembre 2011 autorisant les États membres à adopter des mesures urgentes provisoires contre la propagation de la bactérie Ralstonia (Smith) Yabuuchi, en provenance d'Égypte.

Selon le MADR, en 2017, la production de pommes de terre a augmenté de 16,3% atteignant 3,129 millions de tonnes, grâce à l'augmentation des rendements par hectare, bien que la superficie cultivée a diminué de 7,7% en glissement annuel, soit 168 000 hectares contre 182 000 hectares. La Roumanie est la première consommatrice de pomme de terre en Europe avec une moyenne annuelle de plus de 92 kilogrammes (kg) / habitant. (Source : agerpres.ro)

**Mai 2018 - Le ministre de l'agriculture roumain a déclaré que la Roumanie faisait partie des pays avec les cultures les plus propres du fait d'un niveau de traitement réduit**

La Roumanie fait partie des pays qui a les cultures propres, étant donné que le nombre de traitement est réduit et la quantité de substance à appliquer est dans une dose modérée sur la base de détection et de contrôle qui est fait par des spécialistes de terrain, a déclaré jeudi à Targoviste, ministre de l'Agriculture et du développement rural, Petre Daea. En visite dans une région du sud de la Roumanie, il a indiqué que dans cette région où la culture fruitière est établie, il y a de très bons spécialistes et des agriculteurs professionnels. Les produits méritent d'être consommés. Il a indiqué que les quelques défauts qui pouvaient être apparaître étaient dus au stockage et au fait que les fruits sont cueillis à maturité pour ne pas affecter le goût. Le ministre a ajouté que les fruits et légumes sont correctement traités contre les nuisibles, sans surmenage. Source Agerpres.ro)

*[Cette déclaration a eu lieu dans un contexte de scandales sur le prix des fruits et légumes et sur une étiquette de cerise en provenance de Turquie traitées à l'imazalil și thiabendazol indiquant qu'il ne fallait pas manger la peau... Après analyse, il s'agissait d'une erreur d'étiquette, les cerises n'ayant pas été traitées <https://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/ce-au-descoperit-inspectorii-anpc-dupa-ce-au-controlat-ciresele-tratate-cu-imazalil.html>*

**Mai 2018 - Carrefour voit 11% de la croissance des ventes en Roumanie au premier trimestre**

Le distributeur français Carrefour a augmenté ses ventes en Roumanie de 10,6%, à taux de change constant, au premier trimestre de cette année par rapport au même trimestre. La Roumanie était ainsi le marché européen connaissant la croissance la plus rapide pour Carrefour. Le chiffre d'affaires du groupe en Roumanie s'est élevé à 486 millions d'euros au premier trimestre, proche des ventes en Pologne, qui se sont élevées à 511 millions d'euros. Globalement, le détaillant a réalisé un chiffre d'affaires de 20,8 milliards d'euros au premier trimestre, en hausse de 2,6%, à taux de change constant, par rapport à la même période de l'année dernière. Carrefour comptait 323 magasins en Roumanie à la fin de l'année dernière, dont 33 hypermarchés, 237 supermarchés et 53 magasins de proximité. (Source : romania-insider.com cité par ACTmedia).

**Mai 2018 - Augmentation de l'intérêt des Roumains pour une alimentation saine: le marché des produits éco pour les enfants se développe**

La société Superfood destinée aux nouveaux nés a estimé une augmentation de 5% sur le secteur des aliments éco destinés aux enfants jusqu'à 3 ans. Il indique que la valeur totale du marché alimentaire écologique pour les enfants est de 7,5 millions d'euros. La société Superfood représente 20% de part de



marché du secteur pour une valeur totale du marché alimentaire d'environ 50 millions d'euros l'an dernier. (Source : ACTmedia)

### **Mai 2018 - Lactalis n'utilisera plus la marque de beurre LaDorna pendant neuf ans**

Un rapport du conseil de la concurrence révèle que le géant laitier français Lactalis ne devra plus vendre la marque de beurre LaDorna à un tiers pendant neuf ans. L'obligation vient à la suite de la prise de contrôle de Covalact, qui a mal consolidé sa position sur le marché du beurre. Après ce rachat, Lactalis / Covalact détient désormais plus de la moitié des marques de producteurs, à savoir six marques sous lesquelles ils vendent du beurre, sur les 11 disponibles actuellement, sans compter les marques de distributeur (qui sont vendues uniquement dans les magasins spécifiques). A la demande des autorités anti-trust de la Roumanie, BSA International SA, le propriétaire du groupe français Lactalis, a entrepris d'accorder la licence exclusive pour le beurre LaDorna à un tiers pendant cinq ans.

De plus, le tiers doit commencer le changement de marque pour le produit de beurre LaDorna avec sa propre marque après une période de 30 mois à compter du début de la période de licence afin d'être en mesure de transférer les clients LaDorna à sa propre marque jusqu'à l'expiration de la période. La période de licence sera suivie d'une période de 4 ans au cours du groupe Lactalis ne sera pas en droit d'utiliser cette marque pour le produit du beurre. (Source : economica.net cité par ACTmedia)

### **Juin 2018 – Le fromage « Telemea de Sibiu », le cinquième produit roumain reconnu par une appellation protégée**

Depuis le 7 Juin 2018, le fromage Telemea de Sibiu, est reconnu comme produit d'appellation d'origine protégée en Roumanie. Il s'agit d'un fromage de la région de Sibiu, au pied des Carpates.

La Roumanie compte jusqu'à présent 4 produits enregistrés dans le système de qualité européen dont 3 Indication géographique protégée (I.G.P.): "Magiun de prune Topoloveni", "Salam de Sibiu", "Novac afumat din Țara Bârsei" et un produit en dénomination d'origine protégée (DOP) Telemea de Ibănești". Le Télémea de Sibiu rejoint 4 autres produits également au stade d'évaluation "Cârnați de Pleșcoi", "Cașcaval de Săveni", "Scrumbie de Dunăre afumată ». ([mediafax.ro](http://mediafax.ro))

### **Juin 2018 - Deux nouveaux foyers déclarés de peste porcine sur des sangliers en Roumanie aux frontières hongroise et ukrainienne**

Après un premier cas détecté fin mai sur un sanglier retrouvé mort au nord-ouest de la Roumanie (6 km de la frontière hongroise et 10 km de la frontière ukrainienne), un second foyer a été détecté cette fois à l'est de la Roumanie, dans deux villages du delta du Danube à la frontière ukrainienne où des porcs ont été retrouvés morts dans 4 exploitations des villages de Ceatalchioi et Sălceni.

Par ailleurs, le 25 mai 2018, les autorités fédérales vétérinaires russes (Rosselkhoznadzor) ont annoncé la mise en place des restrictions temporaires sur les importations de porcs vivants, de viande de porc et des produits contenant du porc de Roumanie, suite à l'épidémie de peste porcine. « La décision a été prise en raison de l'aggravation de l'épidémie sur la peste porcine africaine et la preuve de l'ampleur de la maladie dans l'UE. » (Source : Agerpres.ro )

### **Juin 2018 - Kaufland Roumanie affiche 2,2 Mds € de chiffre d'affaires pour 2017 et reste leader du marché de détail local**

Kaufland Roumanie a terminé l'année 2017 avec un chiffre d'affaires de 10Mds de RON (environ 2,2 milliards d'euros) et maintient sa position de leader sur le marché de détail roumain. Il est devenu la troisième entreprise la plus importante de Roumanie. En comparaison, son concurrent Carrefour a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 1,78 milliard d'euros, en hausse de 18,7% par rapport à 2016. Kaufland compte 119 magasins et compte 15 000 employés, soit 7% de plus qu'en 2016, et est le plus grand employeur privé de Roumanie. L'année dernière, le détaillant a annoncé une augmentation du salaire



minimum de ses travailleurs à 2 800 RON bruts (soit environ 610€) plus des coupons de repas. Pour 2018, Kaufland a doublé son budget d'investissements d'expansion et de modernisation de plus de 200 M€ et s'apprête à ouvrir 10 nouveaux magasins, y compris dans les petites villes. Kaufland est entré en Roumanie en 2005 et fait partie du groupe allemand Schwarz, qui possède également le réseau Lidl en Roumanie. (Source : business-review.eu cité par ACT media).

**Juin 2018 - Le chiffre d'affaires des dix premiers détaillants en hausse de 11% en 2017; les bénéfices nets grimpent 19 %**

Les plus grands distributeurs présents en Roumanie ont connu une très bonne année 2017 avec une consommation en hausse de 7,5% par rapport à l'année précédente. Les dix premiers détaillants ont connu une croissance importante de leur chiffre d'affaires, passant de 9,96 Mds € en 2016 à 11,144 Mds € en 2017, soit une croissance de 11%.

Le nombre d'employés a augmenté d'année en année seulement de 6 %, passant de 70 897 salariés en 2016 à 75 160 en 2017, ce qui signifie que la croissance des ventes s'est faite avec moins d'employés. Le bénéfice net a augmenté de 19%, passant de 347 M€ en 2016 à 414,2 M€ en 2017.

Classement	CA (en M€)	Bénéfice net (en M €)	Nbre d'employés	Commentaires
1- Kaufland	2017 : 2 210 2016 : 2 120	2017 : 146,7 2016 : 143,02	2017 : 13 519 2016 : 14 070	
2 – Carrefour	2017 : 1 477 2016 : 1 240	2017 : 45,9 2016 : 35,9	2017 : 9 939 2016 : 9 101	
3 – Lidl	2017 : 1 420 2016 : 1 220	2017 : 77, 2 2016 : 47,65	2017 : 4 815 2016 : 4 265	
4 - Auchan	2017 : 1 140 2016 : 1 070	2017 : 16,4 2016 : - 5,23	2017 : 9 290 2016 : 9 337	
5 - Mega Image (groupe Delhaize)	2017 : 1 070 2016 : 945	2017 : 44,17 2016 : 29,5	2017 : 9 313 2016 : 8 658	
6 – Profi Roumanie	2017 : 1 035 2016 : 777	2017 : 35,86 2016 : 32,45	2017 : 11 662 2016 : 9 469	
7 - Metro Cash & Carry	2017 : nc 2016 : 954	2017 : nc 2016 : 103,4	2017 : nc 2016 : 4 140	Revente des magasins à Auchan
8_ Selgros	2017 : 797 2016 : 720	2017 : 10,7 2016 : 5,5	2017 : 4 341 2016 : 4 039	
9 - Rewe Romania	2017 : 654 2016 : 626	2017 : 6,5 2016 : 5,2	2017 : 4 190 2016 : 3 502	Propriétaire des magasins Penny
10- Cora	2017 : 387 2016 : 306,5	2017 : 8,2 2016 : 1,28	2017 : 3 951 2016 : 4 316	

Source : <http://business-review.eu/br-exclusive/br-analisy-top-ten-retailers-turnover-went-up-by-11-pct-in-2017-yoy-and-the-net-profit-grew-by-19-pct-172019>

**3. Actualités des filières et investissements**

**Février 2018 : Le prix des terres agricoles en Roumanie en forte augmentation : variations entre départements de 2500 à 10 000€ par hectare**

Lors de sa conférence annuelle « L'Elite des fermiers – tendances et innovations en agriculture », le directeur général Agri-finance d'Agricover a présenté une analyse des évolutions des prix des terrains agricoles et du marché foncier en Roumanie. Il a qualifié le marché de très dynamique avec une



augmentation des prix et des surfaces échangées. Une carte par département ([lien](#)) présente les prix minimum et maximum observés qui vont de 2500€ à 10 000€ à l'hectare. Les prix auraient doublé voire triplé dans certains départements par rapport à 2012. La fragmentation des surfaces agricoles serait à l'origine de ces augmentations de prix, sachant qu'en moyenne les agriculteurs ne détiendraient en propriété que 10 à 15% des surfaces qu'ils cultivent, le reste serait en location.

Le volume de transaction aurait atteint 100 000 ha en 2017 connaissant une forte accélération. Il indique par ailleurs que dans la région du Banat, 20 à 30 % des terres seraient déjà détenues par des étrangers. Agricover a financé 15% des acquisitions de terrains en 2017 avec des crédits soit 15 000 ha. (Source : <http://agrintel.ro>)

### **Février 2018 : La Roumanie, 10ème parmi les pays de l'UE avec la plus grande part des énergies renouvelables en 2016**

Selon Eurostat, la Roumanie est classée 10ème au niveau de l'Union européenne d'après la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute en 2016. Avec plus de la moitié (53,8 %) de l'énergie provenant de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie, la Suède a de loin la plus grande part en 2016, devant la Finlande (38,7 %), la Lettonie (37,2 %), l'Autriche (33,5%) et le Danemark (32,2%). À l'autre extrémité, les plus faibles proportions d'énergies renouvelables ont été enregistrées au Luxembourg (5,4%), à Malte et aux Pays-Bas (6% chacun). Au niveau européen la moyenne est à 17%, avec un doublement par rapport à 2004 (8,5%). La Roumanie classée au 10ème rang fait partie des 11 pays ayant atteint le niveau d'objectif pour 2020. (Source Actimedia).

### **Février 2018 : Rachat du producteur de glace Betty ice par la filiale Unilever Europe Sud Centrale**

La filiale Unilever Europe Sud Centrale a annoncé mercredi avoir conclu un accord pour racheter le producteur de crème glacée roumain Betty Ice. La société a été fondée en 1994 par Vasile Armenean. Il restera le directeur général de Betty Ice suite à la transaction, qui est en attente de l'approbation du Conseil de la concurrence. Betty Ice réalise un chiffre d'affaires annuel de 30 millions d'euros et possède une usine de fabrication à Suceava. Le contrôle des producteurs et un réseau de 180 kiosques ouverts pendant la saison chaude, employant 760 personnes. Dans le cadre de cet accord, la division crème glacée d'Unilever et Betty Ice opéreront en tant qu'entreprise autonome au sein du groupe multinational. Unilever est présent en Roumanie avec la marque de crème glacée Algida depuis 2009. Unilever Europe Sud Centrale, dont le siège est à Bucarest, coordonne les opérations de marketing et de vente en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie et au Monténégro. Unilever Roumanie coordonne les opérations depuis la plate-forme industrielle de Ploiesti. Au niveau international, l'entreprise emploie 169 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de près de 53 milliards d'euros en 2016. (Source : <http://www.business-review.eu>)

### **Février 2018 : Nouveau président pour l'union des producteurs de bière de Roumanie**

Lucian Ghinea a été nommé président de « United Romanian Breweries Bereprod » (URBB). Actuellement, Ghinea est le directeur général de Bergenbier SA, la filiale du groupe Molson Coors. Ghinea travaille dans le groupe depuis 12 ans. Il a une grande expérience dans l'industrie de la bière en Roumanie, mais aussi dans les produits de grande consommation et la vente au détail.

La production de bière reste l'un des facteurs importants de la croissance économique en Roumanie, notamment en raison de sa spécificité nationale: plus de 97% de la bière consommée en Roumanie est produite localement et plus de 70% des matières premières agricoles proviennent de Roumanie, selon l'étude "Contribution de la bière à l'économie européenne" en 2016.

Pendant 14 ans d'existence en Roumanie, l'association Berarii Roumanie a été la voix des membres au niveau national et international. (Source: <http://www.business-review.eu>).

**Février 2018 : Attaques de loups et d'ours dans les élevages et villages du fait d'un hiver plus chaud**

Une attaque de loups a tué 4 veaux dans la commune Bradut, département de Covasna. Les villageois indiquent avoir également eu des problèmes avec les ours qui n'ont pas tous hiberné du fait d'un hiver plus chaud que d'habitude. Des attaques ont été recensées en décembre et janvier dans deux communes voisines, d'autant que les ours ont appris à ouvrir les poulaillers et granges. Les autorités ont demandé des dérogations pour capturer les ours les plus dangereux. L'an passé une autorisation de 15 tirs avait été accordée. Les spécialistes estiment que dans le département 1300 ours sont présents, soit le double de l'effectif optimum. (Source : Profitul agricol).

**Février 2018 : Fermeture de la sucrerie d'Oradea**

Le 29 décembre 2017, après des tentatives de rachat par les coopérateurs à hauteur de 8 M€ (mais de très lourds investissements étaient nécessaires), la fermeture de la sucrerie d'Oradea a été décidée. L'activité d'emballage va se poursuivre jusqu'à la l'épuisement du stock puis les biens seront vendus. La marque « Diamant » sera la seule qui subsistera. Le groupe va poursuivre son activité avec une nouvelle entreprise « Pfeifer et Langen Romania srl ». Il vendra du sucre importé depuis d'autres centres de production du groupe principalement basé en Allemagne. La fin des quotas et le manque de compétitivité du site sont énoncés pour expliquer la fermeture du site. Un plan d'accompagnement des licenciements devrait débiter à partir du mois de mars. Les pertes de 2014 à 2016 se sont chiffrées à environ 100 M de lei (soit environ 22 M €). Le profit de 38 M de lei en 2015 était un profit financier c'est-à-dire à l'effacement d'une dette de la part de l'entreprise mère. Ce manque de compétitivité vient également de l'insuffisance de matière première en quantité suffisante. Sur les 400 000 tonnes qui auraient été nécessaires, la sucrerie ne collectait que 280 000 tonnes de betterave (sur les 8000 ha nécessaires pour les contractualisations seuls 7000 ha ont été obtenus). La production moyenne de 40t/ha a par ailleurs été inférieure aux attendus de 50 t/ha alors qu'en Allemagne les rendements atteignent 8 à 90 t/ha ce qui permet de réduire les prix. La qualité est également insuffisante avec une digestion de 16% ou moins contre 18 ou 19% en Allemagne.

En Roumanie la consommation annuelle de sucre de 400 000 tonnes est couverte à 20 ou 30% par des betteraves produites localement, le reste provenant de la transformation de sucre brut, activité dont l'efficacité économique est incertaine et par l'import de sucre blanc. (Source : Profitul agricol).

**Février 2018 : Bio économie : recherche de valorisation de la laine de mouton**

Le département de Mures qui produit annuellement 800 t de laine de mouton n'en valorise actuellement que 30%. Face à ce constat et dans le cadre du programme du ministère de l'agriculture « Choisi le mouton », la direction agricole du département cherche des solutions. Des discussions ont lieu entre le Ministère de l'agriculture et de l'environnement pour créer des centres de collecte et de nettoyage de la laine dans le cadre du programme montagne. Un projet espagnol a été présenté : nettoyage à sec de la laine (25 à 30% du besoin en eau classique) avec un recyclage des poussières en amendement pour le sol.

Le Ministère a pour objectif de créer 10 grands centres de stockages au niveau national qui compléteront les 150 existants de plus petite taille. Ces 10 centres seront créés avec le soutien du >Fonds souverain pour l'investissement durant un programme qui se déroulera de 2018 à 2020. Ils seront à 51% financés de manière privée. (Source : Profitul agricol)

**Février 2018 : Étude: Le marché du chocolat en Roumanie pourrait dépasser 5 milliards de RON (soit ~ 1,1 Md €) en 2018**

La consommation de chocolat en Roumanie a considérablement augmenté en raison de l'augmentation du pouvoir d'achat des Roumains, de sorte que le marché du chocolat atteindra un niveau record, qui pourrait dépasser 5 milliards de RON (soit ~ 1,1 Md €) en 2018, selon l'étude de KeysFin. La valeur du marché du chocolat en 2016 a atteint 4,5 milliards de RON, et les données préliminaires pour l'évolution à partir de 2017 montrent une augmentation de plus de 20%. En 2012, 786 entreprises produisant ou distribuant des produits à base de chocolat ont affiché un bénéfice net de 107,3 millions de RON et, en 2017, 306,1 millions de RON pour 758 entreprises.



Le marché du chocolat est passé par une consolidation d'entreprise, la maturation et l'efficacité était l'objectif. Ainsi, pour un chiffre d'affaires relativement constant durant cet intervalle, le résultat des entreprises a été multiplié par deux. Les entreprises ont réduit leurs dettes de plus de 300 millions de RON, les dettes commerciales sont passées de 829,5 millions de RON à 675,3 millions de RON en 2016 et les pertes nettes de 138,7 millions de RON à 79,7 millions de RON, indiquent les analystes. Selon KeysFin, le principal acteur sur le marché roumain est Nestlé, avec un chiffre d'affaires de 783,6 millions de lei, suivi de Kandia Dulce SA avec 161,4 millions de lei, Heidi Chocolat SA avec 106,2 millions de lei, Mueller et amis avec 19,1 millions de lei et Marco Polo (18 millions de lei). (Source [www.business-review.eu](http://www.business-review.eu)).

Selon Eurostat, le roumain a une moyenne de 2,2 kg de chocolat/an, mais les dernières données montrent que la consommation a augmenté de manière significative au cours des 2-3 dernières années. En comparaison avec les pays, la consommation roumaine est encore réduite. Les champions suisses et européens de la consommation de chocolat consomment 11 kg de chocolat par habitant et la moyenne européenne est de 10 kg. Selon l'Institut national de la statistique, la consommation moyenne mensuelle par habitant de chocolat, des bonbons gélifiés et autres confiseries 2016 a été d'environ 127 grammes pour 3,17 lei. Il y a actuellement plus de 90 marques de chocolat en Roumanie toute gamme confondue. (Source : Actmedia)

#### **Février 2018 : Le groupe américain Food Machinery corporation dont le Chiffre d'affaire annuel est de 3 Mds \$ a ouvert une filiale en Roumanie**

Le groupe américain Food Machinery Corporation dont le chiffre d'affaires annuel est de plus de 3 milliards \$ dans le secteur agricole et chimique, a ouvert une filiale en Roumanie, FMC Agro Operational, selon le magazine rent.ro. L'entreprise vise à livrer des produits aux agriculteurs et aux fournisseurs roumains. Food Machinery Corporation a été fondée en 1884 et compte aujourd'hui environ 6000 employés. Le groupe collabore avec l'opérateur DuPont, reprenant également une division de cette société, qui a fusionné il y a un an avec Dow Chemical, une société américaine qui possède des usines dans 36 pays, y compris en Roumanie. (ACTmedia)

#### **Février 2018 : L'Ambassade de France à Bucarest a réalisé la quatrième édition de la fête "Goût de France / Good France**

Lors de la 4<sup>ème</sup> édition de l'évènement « Goût de France / Good France » (21 mars 2018), Mme Michèle Ramis, ambassadrice de France en Roumanie, a souligné que « la gastronomie française est une opportunité incontournable pour les chefs à travers le monde de faire connaître leur métier et leur art. Goût de / Good France, événement international organisé par le ministère des Affaires étrangères français, propose aux restaurateurs participants d'offrir à leurs convives l'expérience de l'art de vivre à la française et de rendre hommage à sa capacité d'innovation et aux valeurs qu'elle véhicule : partage et convivialité, plaisir du « bien-manger ». Mais, Goût de France / Good France c'est aussi un magnifique réseau de plus de 2.000 restaurants sur les cinq continents qui rassemble des chefs connus et célèbres partout dans le monde à l'instar de Guy Savoy ou d'Alain Ducasse, mais également les stars de la gastronomie de demain. C'est un évènement incontournable pour tous les chefs prêts pour une aventure gastronomique unique » (Agerpres, Rador, StiriPeScurt.ro, Newslis.ro)

#### **Mars 2018 - Possible reprise de la plus grande exploitation de Roumanie (et de l'Union européenne ?)**

La plus importante exploitation de Roumanie (et de l'Union européenne ?), Agricost, détenue par Constantin Dulute avec un Chiffre d'affaire de 86 M€ pourrait être rachetée par Al Dhara, homme d'affaire d'Abu Dabhi et à la tête d'une entreprises de 1Md \$. Al Dahra fait partie de Al Ain holding, fondée par le Sheikh Hamdan Bin Zayed Al Nahyan. L'exploitation de 55 639 ha est située sur « l'Insula mare brailei », dans une enceinte endiguée et les terrains sont loués à l'agence des domaines de l'Etat. La valeur de la transaction est estimée à 200M€ en prenant en compte un prix de terrain à 4000 €/ha étant donné que ceux-ci sont en location et partie en concession. L'an dernier, la presse du moyen orient avait indiqué que Al Dahra, des Emirats arabes Unis et Livestock Investment Company (Salic), une



compagnie contrôlée par l'Etat pourraient investir ensemble 1,33Md\$ dans la mer noire pour développer la zone et assurer l'alimentation de la zone du golf. L'annonce avait été faite par Abdullah AL Dubaikhi, CEO de Salic, une compagnie d'investissement derrière laquelle se trouve un fond d'investissements publics du Royaume d'Arabie Saoudite. 10 pays étaient ciblés pour ces investissements parmi lesquels la Russie, l'Ukraine, la Bulgarie et la Roumanie. L'an passé, *Ziarul Financiar* indiquait que l'entreprise était approchée par des investisseurs allemands, anglais et arabes. Les responsables d'Agricost indiquaient que les terrains étaient à l'Etat et qu'ils ne souhaitaient pas vendre non plus mais cherchaient des investisseurs pour accroître la transformation et augmenter la valeur ajoutée. L'entreprise cultive du tournesol, de l'orge, du maïs et de la luzerne qui sont vendus à 95% à l'export via des traders. De nombreux étrangers souhaitent investir en Roumanie mais la plupart des exploitations sont fortement fragmentées et plus rares sont celles qui sont déjà consolidées et irriguées. La Roumanie devient un acteur majeur dans la production de céréales et notamment de maïs et a détrôné la France pour la première fois en 2017 avec une récolte de 14,5 M de tonnes d'après Eurostat, soit 22% de la production européenne (Source *Ziarul Financiar*)

### **Mars 2018 - Grands projets : octroi d'un financement de 1,3 Md EUR sur fonds européens pour moderniser le corridor ferroviaire Curtici-Constanta**

La Commission Européenne a approuvé un financement de 1,3 Md EUR sur fonds européens (Fonds de Cohésion) pour la modernisation du corridor ferroviaire reliant Curtici (près de la frontière hongroise) à Constanța (port sur la mer Noire). Ce projet, qui fait partie des corridors paneuropéens de transport, sera financé à 65% par les fonds structurels. A noter que plusieurs sections de ce corridor sont actuellement financées par d'autres programmes de financement en provenance de l'UE et par la BEI. (Source : ACTmedia).

### **Mars 2018 - Agriculture: Les coopératives UNCAPI font état d'un chiffre d'affaires annuel de 40 millions d'euros par an dans la plupart des branches agricoles importantes**

Les coopératives regroupées sous l'UNCAPI (Union nationale des Coopératives agricoles de production intégrée), lancées début mars, réalisent un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros par an dans les secteurs les plus importants de l'agriculture. Elles invitent toutes les coopératives, associations, entreprises et particuliers travaillant dans l'agriculture en Roumanie à les rejoindre pour bénéficier d'un système intégré de production et de vente, de représentation devant les autorités étatiques, d'assistance aux fonds européens, de formations et opportunités de vente dans les plus grandes chaînes de commerce de détail. L'Union nationale des coopératives agricoles intégrées a commencé avec six membres. Les secteurs dans lesquels ils opèrent sont: la culture de légumes, le secteur avicole et la production d'œufs, l'élevage ovin et caprin, la transformation et la production de lait et de produits laitiers, et la vente de produits agroalimentaires. "La création de l'UNCAPI est un autre signe que l'agriculture roumaine est sur la bonne voie, [...] je suis sûr qu'ils seront bientôt sur la liste des principaux fournisseurs européens», a déclaré le ministre de l'Agriculture, Petre Daea. (Source Actmedia)

### **Mars 2018 - Le solde commercial bilatéral agri-agro hors agrofournitures a bondit en 2017 à 50 M EUR (+ 207% par rapport à 2016).**

Ce solde, qui était déficitaire en 2016 (-47 M EUR) est dû à une baisse conjuguée des importations (-21%) et une augmentation des exportations (+17%). La forte consommation des ménages s'est en partie traduite par une augmentation des produits transformés. Ainsi, les exportations de sucres ont progressé de 200% à 28 M EUR, les produits laitiers et fromages de 50% à 17 M EUR et les vins de 23% à 9 M EUR. A noter enfin que les récoltes record enregistrées en 2017 en Roumanie peuvent expliquer la baisse de 4% des exportations françaises de céréales vers le pays. (Source SE Bucarest)

### **Mars 2018 - Ouverture d'un marché d'exportation vers l'Afrique du Sud pour la laine de mouton et de mohair roumaine**



L'Autorité nationale de sécurité alimentaire et vétérinaire sanitaire (ANSVSA) a annoncé avoir convenu d'un certificat sanitaire-vétérinaire pour l'exportation de laine et de mohair vers l'Afrique du Sud.

L'ouverture de ce marché offre à de nombreux éleveurs la possibilité de capitaliser sur ces produits. Pour rappel, la Roumanie subventionne sur crédits nationaux (programme de minimis) 1 leu par kilogramme de laine dans le cadre d'un programme de soutien à la filière ovine. Actuellement, plus de 32.000 éleveurs de moutons en sont bénéficiaires.

(Source : Actmedia).

### **Mars 2018 - Purcari Wineries, l'une des meilleures marques de la République de Moldavie se développe en Roumanie**

Le producteur de vin moldave Purcari est l'une des meilleures entreprises du secteur de la République de Moldova et souhaite s'étendre en Roumanie où elle possède deux des cinq premières marques premium en Roumanie, avec un total de 26% de ce segment. En totalité, la marque exploite déjà plus de 1000 hectares de vignes et quatre capacités de production en Roumanie et en Moldavie. Dans le contexte de la croissance d'une consommation robuste en Europe centrale et orientale et plus particulièrement en Roumanie, Purcari avait connu un taux de croissance du chiffre d'affaires moyen de 34 % entre 2014 et 2016, avec des taux de croissance annuels moyens de 55 % en Roumanie, 49 % en Pologne, 44% en Moldavie, 15% en République tchèque et en Slovaquie. Cette forte croissance se confirme pour les neuf premiers mois de 2017. En Roumanie, le rapport moyen de consommation est de six litres de bière et de spiritueux pour un litre de vin, tandis qu'en Pologne le rapport est de 18 à 1, nous avons donc beaucoup de travail, en particulier après que nous sommes entrés dans le segment des vins mousseux dans le précédent », a déclaré Victor Bostan, fondateur et PDG de Purcari Wineries.

(Source Actmedia).

### **Avril 2018 - Agriculture: des éleveurs de moutons s'associent à une coopérative agricole «Tara Mea» pour faciliter l'accès aux grands détaillants**

La coopérative agricole «Tara Mea» et des associations d'éleveurs de moutons ont établi un partenariat visant à faciliter l'accès de ces dernières aux grandes chaînes de magasins, a indiqué le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) dans un communiqué.

Partant de la campagne nationale de promotion de la viande de mouton, «Choisi le mouton!», la coopérative agricole «Tara Mea» a proposé aux éleveurs de moutons un partenariat pour faciliter leur accès aux grandes chaînes de magasins. L'association présente de multiples avantages pour les éleveurs de moutons, tels que l'accès au marché de détail, le conseil avec le développement de leur capacité de production, un prix équitable.

Grâce à cette association, MADR prévoit de mettre en place un modèle de coopération à l'échelle nationale permettant à la clientèle roumaine d'obtenir des produits de la meilleure qualité directement sur les étagères des grands détaillants. (Source : Actmedia)

### **Avril 2018 - Eurostat: les terres arables les moins chères de l'Union européenne en 2016 en Roumanie**

Une étude d'Eurostat indique qu'en 2016 la Roumanie avait les terres arables les moins chères de l'Union européenne (1 958 euros en moyenne) contre (63 000 euros) pour les Pays-Bas, les plus élevés. Cependant, parmi les régions de l'UE pour lesquelles des données sont disponibles, le prix le plus élevé pour les terres arables était dans la région de Ligurie en Italie (108 000 euros en moyenne par hectare). Au niveau régional, un hectare de terres arables coûte le moins cher dans la région de Yugozapaden en Bulgarie (1165 euros en moyenne).

D'après les données disponibles, la croissance la plus forte des prix des terres arables entre 2011 et 2016 a été en République tchèque (un triplement), en Lituanie, en Estonie, en Lettonie et en Hongrie (doublement).



La location d'un hectare de terres agricoles était la plus chère aux Pays-Bas (791 euros en moyenne par an), et la moins chère en moyenne en Lettonie (46 euros par hectare et par an), bien que les régions les moins chères de l'UE étaient en Suède (28 euros par hectare et par an). (Source Eurostat cité par Actmedia)

#### **Avril 2018 - Schweighofer Group annonce la vente de toutes les forêts qu'il possède en Roumanie**

Le groupe Autrichien de scieries Schweighofer a annoncé un changement de stratégie et vendre sa filiale Cascade Empire S.R.L. et la division de gestion forestière - Ocol Silvic Cascade Empire S.R.L. à la société suédoise GreenGold Group. Les parties contractantes ont décidé de ne pas divulguer la valeur transactionnelle et les détails du contrat. Les forêts appartenant à Cascade Empire totalisent 14 283 hectares et sont situées dans les départements de Hunedoara, Gorj, Vrancea, Prahova, Buzau, Neamt et Suceava. Cascade Empire a acquis ces forêts entre 2003 et 2011 et compte actuellement 19 employés, dont le personnel de la division de la gestion forestière.

Le groupe Schweighofer indique continuer de soutenir la gestion durable des forêts. Holzindustrie Schweighofer est entrée sur le marché roumain en 2003. Aujourd'hui, l'entreprise opère en Roumanie trois usines de bois et deux usines produisant des panneaux de bois et compte environ 3 100 employés. Après à des critiques dans la presse, à partir de 2017, la société a mis en œuvre un plan d'action pour une industrie du bois durable qui dépasse de loin les exigences légales, selon les représentants de l'entreprise. Ils indiquent que "Holzindustrie Schweighofer reste fidèle à ce plan d'action et continuera à optimiser le dialogue avec les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes".

Holzindustrie Schweighofer était au cœur de plusieurs accusations d'exploitation illégale de bois. En mars 2017, il a répondu qu'il faisait tout ce qui était en son pouvoir pour lutter contre l'exploitation illégale en Roumanie, bien que l'entreprise ne récolte pas d'arbres elle-même - elle achète le bois à des fournisseurs agissant en vertu de la loi roumaine. Le communiqué a été publié le 17 février 2017 par l'organisation internationale Forest Stewardship Council (FSC) qui a retiré la certification pour le bois traité par le groupe autrichien Schweighofer après que des militants de trois pays (Allemagne, Autriche et Roumanie) ont présenté une pétition signée par plus de 250 000 personnes et adressées aux administrateurs du FSC. Le Forest Stewardship Council avait décidé début décembre 2016 de placer le groupe Schweighofer en probation en vue d'une éventuelle dissociation pour implication dans des irrégularités et illégalités dans ses opérations de commerce du bois et dans l'exploitation illégale de son entreprise forestière roumaine. (Source romaniajournal.ro cité par Actmedia).

#### **Avril 2018 - Grands projets : collaboration commune romano-bulgare pour le projet Fast Danube**

Les ministres des Transports roumain et bulgare ont annoncé la création d'une structure commune de travail pour le projet « Fast Danube », qui vise à améliorer les conditions de navigation. Une première réunion de travail commune aura lieu à Varna (Bulgarie) fin avril. Ce projet dispose d'un budget de 5 M EUR, financé à 85% sur fonds européens. (Source : SE Bucarest).

#### **Avril 2018 - L'industrie de la minoterie et de la boulangerie roumaine en voie d'extinction en raison du manque de main-d'œuvre**

La pénurie de main-d'œuvre touche de plus en plus d'industries et c'est au tour de l'industrie de la minoterie et de la boulangerie d'annoncer qu'il lui manque environ 8 000 personnes. Le président de ROMPAN, Aurel indique que les jeunes préfèrent les ordinateurs, les bureaux ou toute autre chose que le métier de boulanger. D'autres métiers sont également touchés : les électriciens, les mécaniciens ou les soudeurs. Le manque de travailleurs qualifiés est également lié à la fermeture des écoles professionnelles et au fait que les jeunes préfèrent aller travailler dans le même domaine à l'étranger. "Bien que les salaires soient également très attractifs en Roumanie", dit Aurel Popescu. Mais ce n'est pas vrai surtout dans les petites villes ou les zones rurales, même si le chef de ROMPAN prétend que le salaire est d'au moins 1.500 RON dans l'industrie plus des bonus comme le pain gratuit, les tickets repas, les primes de Noël et de Pâques.



D'autre part, le président de ROMPAN indique que le prix du pain est très sensible : les augmentations ne sont pas acceptées par les consommateurs et les distributeurs demandent des rabais plus élevés, une situation qui conduira de nombreux producteurs à cesser de travailler avec les supermarchés.

Cependant, l'ouverture de magasins spécialisés pour la vente de pain (boulangeries) reste encore limitée du fait du prix des loyers. Actuellement, l'industrie emploie environ 60 000 personnes, 10 000 de moins par rapport aux années précédentes, et la consommation de pain a également diminué, passant de 90 kilos par habitant à 80 kilos. (Source : business-review.eu cité par Actmedia)

### **Avril 2018 - L'entreprise roumaine Scandia reprend la conserverie de poisson Galicienne Thenaisie Provote**

Le fabricant de viande en conserve roumain Scandia Food a racheté la société espagnole Thenaisie Provote, spécialisée dans les conserves de poisson et de fruits de mer. Le groupe de conserves de Sibiu a ainsi pénétré de nouveaux marchés en Europe et aux Amériques. Les négociations ont débuté fin 2016 et Scandia Food a dû contracter une banque de crédit de 11,2 millions d'euros afin de rétablir le solde patrimonial de Thenaisie Provote avec une augmentation de capital de 2,85 millions d'euros et respecter le plan de paiement convenu entre les deux parties.

En novembre 2017, Scandia Food a créé une filiale espagnole, Scandia Food Spain, Thenaisie Provote conservera cependant son identité, ainsi que magazine espagnol Alimarket.

En 2017, Thenaisie Provote a réalisé un chiffre d'affaires de 29,8 millions d'euros, en hausse de 19,6% par rapport à l'année précédente. La production totale s'élevait à environ 5.500 tonnes dont plus de 15 pour cent étaient exportés vers des pays tels que le Portugal, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Suède, la Norvège, la Croatie, le Luxembourg, le Venezuela et les États-Unis. Rico.

Avec la dernière acquisition, Scandia Food a assuré une entrée sur ces marchés. Thenaisie Provote possède un portefeuille de marques internationalement reconnues telles que Grandes Hoteles, Pombinas, Tapas et Fisterra. L'entreprise produit également du poisson en conserve sous étiquette privée. (Source : euomeatnews.com cité par Actmedia)

### **Avril 2018 - Eurostat: la Roumanie a la troisième plus importante population ovine de l'UE**

La Roumanie se classe au troisième rang des États membres de l'UE en nombre de têtes de moutons, avec une population totale de près de 10 millions à la fin de 2017, selon Eurostat.

Dans l'UE, le Royaume-Uni compte le plus grand nombre de moutons (24,57 millions), suivi de l'Espagne (15,96 millions), de la Roumanie (9,77 millions), de la Grèce (8,57 millions) et de l'Italie (7,22 millions).

La série Eurostat montre que la Roumanie comptait 15,4 millions de têtes de moutons en 1989, mais ce chiffre est tombé à 7,25 millions en 2001, date à laquelle il a atteint son minimum de dernières décennies.

Au cours des 16 dernières années, le nombre de moutons a re-augmenté en Roumanie, en raison de la demande accrue sur le marché.

La consommation de viande ovine en 2016 en Roumanie, était en moyenne de 2,6 kg / habitant, en légère hausse depuis 2015, mais significativement plus élevée qu'en 2014, alors qu'il n'était que de 0,7 kg / habitant par an. La plus grande consommation de viande de mouton et d'agneau est à Pâques, lorsque le besoin est largement ouvert par la production nationale. En comparaison, la consommation moyenne de l'UE était de 2 kg par habitant et par an en 2015 à 1,9 en 2014, la France et l'Irlande ont enregistré la plus forte consommation de 2,9 kg soit 2,8 kg par habitant par an. (Source : Business Review cité par Actmedia et Agerpress)

### **Mai 2018 - Présentation de races ovines françaises adaptées aux zones de montagnes lors du salon AGRARIA à Cluj**

ROM Sélection, l'Ambassade de France à Bucarest, la Fédération des bergers de Montagne en Roumanie (FOMR) et l'Association AGROM - RO Mures ont organisé le jeudi 19 Avril une journée de présentation des races ovines françaises « Blanche du Massif Central » et « Vendéen » d'origine française, adaptée



aux zones de montagnes lors du salon Agraria. Cette journée a également été l'occasion de présenter une analyse sur les premiers élevages bovins allaitants spécialisés de Roumanie réalisée par l'institut de l'élevage français et une présentation sur la formation des bergers et le maintien de la transformation laitière en alpage en respectant les normes de qualité. (Source : [www.zi-de-zi.ro](http://www.zi-de-zi.ro))

### **Mai 2018 - La Jordanie a acheté 60 000 tonnes de blé à Cereacom Dolj**

L'agence d'Etat en charge des achats pour la Jordanie a acheté pour 60 000 tonnes de blé auprès de Cereacom Dolj lors d'un appel d'offres. Le blé a été acheté au prix de 225 dollars /tonne C & F et sera livré dans la seconde moitié de septembre. Seules deux sociétés commerciales ont participé à l'appel d'offres - Cereacom Dolj et Ameropa, cette dernière offrant 234,50 dollars / tonne C & F.

La Jordanie a eu des difficultés à acheter du blé lors d'appels d'offres organisés tardivement. Les commerçants ont souligné que les incertitudes sur les contrôles de qualité et les conditions de paiement ont conduit à l'absence de grandes entreprises exportatrices de céréales. (Source : Reuters cité par ACTmedia).

### **Mai 2018 - Marché : le marché de la viande pourrait dépasser environ 7,4 Mds €**

Les entreprises du marché de la viande pourraient dépasser cette année environ 7,4 Mds € du fait de l'augmentation de la consommation, mais aussi en raison de l'évolution significative des prix.

Entre 2012 et 2017, le marché de la viande avait augmenté de 2,2% pour arriver à 33,6 milliards de lei en 2017, preuve que l'industrie était déjà arrivée à maturité. Cependant, la rentabilité du secteur a enregistré un résultat remarquable au cours des cinq dernières années, avec un bénéfice net des sociétés qui a augmenté de 115,9% de 901,4 millions de lei en 2012 à 1,94 milliard de lei en 2017. Cette année, les bénéfices du secteur s'élèveraient à 2,21 milliards de lei.

Le résultat net rapporté par les entreprises est passé d'une perte de 16,4 millions de lei en 2012 à une augmentation de 838 millions de lei en 2016. Selon les experts de KeysFin qui ont réalisé l'étude, cette croissance soutenue doit être attribuée aux investissements massifs dans le secteur.

« Les cinq dernières années ont apporté des investissements importants sur toute la chaîne de production, de l'agriculture au commerce. Les problèmes de la peste porcine, les exportations, avec un signal sensiblement compte tenu de la crise économique ont incité les entreprises dans l'industrie de réorganiser ses lignes de production, de sorte que toute la chaîne économique est devenue plus efficace et que la qualité et l'offre de produits ont considérablement augmenté », a déclaré KeysFin. Les données montrent par ailleurs qu'à partir de 2016, on observe une légère diminution du nombre d'employés au profit d'une mécanisation. Le marché de la viande emploie environ 9 500 entreprises, dont la plupart dans le secteur de l'élevage (5 777 en 2016), tandis que le secteur de la production compte un peu plus de 1 000 entreprises. Le reste est constitué des entreprises de vente en gros et au détail. Les producteurs de viande enregistrent la majeure partie du chiffre d'affaires du secteur de 13 milliards de lei en 2016. Le bétail a généré une activité de 11,4 milliards de lei au cours de l'année de référence, tandis que le commerce de détail a rapporté de 7,7 milliards de lei.

Les plus importantes structures d'élevage sont Smithfield SA suivie de Transavia SA, une entreprise de 478,8 millions de lei, puis Avicola Buzau et international Agrisol chacune représentant un CA de plus d'un quart de milliard de lei. Le classement se poursuit avec Interagroaliment SRL, Galli Gallo SRL, Banvit Foods SRL, Avicola Braşov, Fermador SRL et Avicola Focşani.

8 entreprises sur 10 sont des éleveurs de volaille, suivis par l'élevage de porcs. Le principal acteur du marché, Smithfield Roumanie, producteur de porc à l'ouest du pays représente 28% du chiffre d'affaires du Top 10.

Dans la production de viande, la deuxième place après Smithfield Prod est occupée Unicarm SRL, avec un chiffre d'affaires de 651,3 millions de lei, puis Prod Aaylex SRL, avec 472,8 millions de lei et Caroli Foods Ltd à 429,7 millions de lei. La suite par ordre décroissant des chiffres d'affaires de 2016 est Agricola International SA, Recunostința ProdCom Impex SRL, Elit SRL, Diana SRL, Aldis și Scandia Food.



Le marché de la viande a connu un processus de maturation et de consolidation au cours des dernières années. Dans le contexte d'investissements significatifs, la gamme de produits s'est développée et leur qualité a considérablement augmenté.

« Dans un marché où la tendance des ventes a été donnée en premier prix, le comportement des consommateurs a commencé à changer. Les discussions avec les acteurs du marché, nous avons remarqué que les Roumains ont commencé à compter davantage sur la qualité. On voit apparaître une réorientation vers des produits de meilleure qualité pour la santé, sans additifs qui a été suivie par les producteurs et les importateurs.

L'année 2018 devrait être significative pour le secteur de la viande. L'attention des investisseurs se déplacera, en grande partie, sur les exportations. Sur le plan interne, le principal défi sera l'inflation, car les augmentations de prix auront un impact significatif sur la croissance des ventes. "L'appétit pour la consommation, dans le contexte des augmentations salariales, va largement compenser la dynamique des prix, stimulant, en même temps, la diversification de la gamme de produits: les investisseurs insisteront de plus en plus sur l'optimisation des formats marketing et notamment promotionnels, "Ce sera au-dessus de ceux de l'année précédente", ont déclaré les experts de KeysFin. (Source : AGERPRES.ro)

### **Mai 2018 - Agriculture: La Roumanie dispose de 4,8 millions d'hectares de pâturages et de prairies à foin**

Le Ministre de l'agriculture, Petre Daea soutient fortement le développement du secteur animal et a déclaré que la Roumanie avec 4,8 millions d'hectares de pâturages et de prairies de foin, n'avait pas assez d'animaux. "La Roumanie a 4,8 millions d'hectares de pâturages et de prairies à foin. Ce qui correspond environ à la surface des Pays-Bas, la Suisse et la Belgique en tant que zone agricole. Ces grandes réserves doivent être naturellement soutenues. Il y a peu d'endroits où l'homme intervient pour les améliorer, et ce n'est pas bon ». Le ministre considère également que la Roumanie est "cassée" du point de vue "agricole, structurel" et qu'il faut améliorer l'élevage. "Les rendements des cultures de l'an dernier sont exceptionnels, puisque nous sommes premiers dans l'UE pour le tournesol et le maïs, nous sommes devant la France pour le rendement en maïs, mais nous n'avons pas de capacité de consommation", a ajouté le ministre. (Source Agerpres.ro)

### **Mai 2018 - Plus de 88 tonnes de fleurs importées en 2016, principalement des Pays-Bas**

La Roumanie enregistre un record après année d'importation de fleurs avec en 2016 88,325 tonnes de fleurs importées alors que ses exportations sont plus de 50 fois plus faibles, selon les données publiées sur le site du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR).

Ainsi, en 2014 - 2016, la valeur des importations de fleurs est passée de 75 millions d'euros à 97 millions d'euros, tandis que les exportations sont restées à 2,9 millions d'euros.

De plus, la superficie cultivée en fleurs en espaces protégés a diminué de moitié au cours des dernières années, atteignant 52 hectares, après un pic de 117 hectares enregistré en 2013.

Le principal fournisseur de fleurs de la Roumanie est les Pays-Bas, un leader mondial dans ce domaine, avec une surface territoriale cinq fois plus petite que celle de la Roumanie et une superficie agricole presque sept fois plus petite. (Source ACT media).

### **Mai 2018 - La BERD prête 10 millions d'euros à l'IFN de Roumanie, Agricover Credit**

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé qu'elle prêterait 10 millions d'euros (12,2 millions de dollars) à Agricover Credit IFN, une entreprise qui finance le secteur agricole en Roumanie. Les fonds soutiendront la croissance de l'une des principales entreprises roumaines au service des agriculteurs dans le secteur agricole. Le prêt aidera également l'entreprise à répondre aux besoins croissants de financement des agriculteurs locaux, à augmenter son portefeuille de prêts et sa part de marché. Agricover Credit IFN occupe une position de leader en termes d'octroi de prêts agricoles et travaille avec plus de 15% des agriculteurs professionnels. La société fait partie



d'Agricover Holding SA, un acteur majeur dans le secteur agricole roumain, offrant des services agroalimentaires et financiers aux agriculteurs. Avec 17 ans d'expérience dans l'agriculture roumaine et 850 employés, l'entreprise soutient plus de 4 500 agriculteurs à travers ses deux principales filiales, Agricover SA et Agricover Credit IFN. L'année dernière, la BERD a acquis une participation de 13% dans la holding. (Source : seenews.com cité par ACTmedia)

### **Juin 2018 - L'activité du groupe Carmistin a progressé de 9% l'année dernière**

Le groupe Carmistin, l'un des plus gros groupe sur le marché alimentaire en Roumanie a l'intention de doubler la production de viande de porc en passant de 200 000 à 400 000 porcs / an à la fin de 2019 en complétant les investissements de deux nouvelles unités de production. Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires a progressé de 8,6% l'an dernier, pour atteindre environ 148 millions d'euros. Carmistin Groupe a enregistré un bénéfice de 13 millions d'euros en 2017 soit une augmentation de 31,5%. Dans l'agriculture, la culture des céréales et la production fourragère, le bénéfice d'exploitation a été de 16,45 millions de lei, avec 77% d'augmentation par rapport à 2016 et pour un chiffre d'affaire qui est passé de 134 millions contre 112,6 millions l'année précédente.

Le groupe Carmistin, fondé en 2000 par la famille Paraschiv, a obtenu une augmentation substantielle des revenus en se basant sur le développement technologique et une stratégie d'optimisation. Il comprend les sociétés comme Avicarvil, Avicarvil Food, Avirom, Porcellino ou Pajo Agricultura et Pajo Holding. Ce sont des exploitations agricoles roumaines intégrées fonctionnant en partant de la terre, l'élevage, la production de fourrage et des produits de viande fabrication et vente dans 150 magasins du groupe. (Source : ACT media)

### **Juin 2018 - La Roumanie a importé des produits laitiers, des œufs d'une valeur de 84,8 millions d'euros au cours des deux premiers mois de 2018**

Roumanie a importé des produits laitiers et des œufs pour 84,8 M€ au cours des deux premiers mois de 2018, soit une augmentation de 4,1% par rapport à la même période de l'année dernière, tandis que les exportations ont augmenté de 25,2 % à 21,4 M€, soit un déficit commercial de 63,4 M€ selon l'Institut national de statistique (INS).

L'année dernière, la Roumanie a importé une quantité de 131 315 tonnes de lait cru, en hausse de 0,9 % par rapport à 2016 et a collecté 1,028 M de tonnes de lait de vache provenant de fermes, soit 8% de plus que dans l'année précédente. (Source Actmedia).

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du  
Service Économique de Bucarest

Clause de non-responsabilité  
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes  
et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui  
seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu  
responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information  
contenue dans cette publication.

Responsable de la publication : Michel CYWINSKI  
Service Économique de Bucarest  
Adresse : 13-15, rue bisERICA Amzei

Rédigé par : Marie-Luce GHIB et Gabriel COSSON

Version juin 2018